Ne plus être négligées :

Libérer le potentiel des cultures orphelines pour en finir avec la faim et la malnutrition au Cameroun



© Cameroonian Association for Safeguarding Forgotten Crops (CA4SFC)

Novembre 2026

Auteurs

Boris Metsagho Mekontcho
Docteur/Ph.D en Science Politique
Co-fondateur et responsable des programmes, de la mobilisation des ressources et des partenariats

Faraja Ciringa Albert
Docteur/Ph.D en Science Politique
Chargé de recherche

Yemo Ngouegni Yoganie
M.Sc. en Biotechnologie végétale
Co-fondatrice et Directrice exécutive de la CA4SFC

Contact: Boris Metsagho Mekontcho | Courriel: contact@ca4sfc.org

Le présent travail est le fruit d'une recherche menée dans le cadre du projet « *Forgotten Foods for the prevention of diet-related NCDs in Cameroon* » de la Cameroonian Association for Safeguarding Forgotten Crops (CA4SFC) et de l'Institute for Local Knowledge (ILK) du Colibri Research and Innovation Center (CRIC), labellisé par le One Health Festival, au cours de la période mars–juin 2026. Ce document a été rédigé par Boris Metsagho Mekontcho, Faraja Ciringa Albert et Yemo Ngouegni Yoganie.

Table des matières

Liste des sigles **5**

Avant-propos **6**

Résumé exécutif **7**

Introduction **9**

Partie 1. Diagnostic : un potentiel agricole considérable, une insécurité alimentaire persistante **11**

1. Un potentiel agricole et naturel considérable 11
2. Une situation alimentaire et nutritionnelle préoccupante 20
3. Les principaux facteurs de l'insécurité alimentaire aiguë et de la malnutrition 23
4. Les limites des systèmes agricoles et alimentaires actuels 37

Conclusion de la première partie 48

Partie 2. Les espèces négligées et sous-utilisées : une voie alternative pour relever les défis de la sécurité alimentaire et nutritionnelle **50**

1. Les espèces négligées et sous-utilisées : définition et caractéristiques ... 51
2. Les rôles des espèces négligées et sous-utilisées dans la résolution des défis 54
3. Opportunités de promotion des cultures négligées 61
4. Les obstacles au développement des espèces négligées et sous-utilisées 64
5. Stratégies et actions clés pour le développement des espèces négligées et sous-utilisées au Cameroun 66

Conclusion générale **71**

Références bibliographiques **73**

Liste des tableaux

Tableau 1. Contribution des principales productions aux apports caloriques et protéiques 12
Tableau 2. Les zones agroécologiques du Cameroun 14
Tableau 3. Principaux produits agricoles de rente exportés en 2024 (milliards de FCFA) 18
Tableau 4. Ménages en insécurité alimentaire modérée ou grave, par région (cycle 7 du DIEM, 2025) 21
Tableau 5. Retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans 22
Tableau 6. Impacts des changements climatiques et vulnérabilité du secteur agricole au Cameroun 24
Tableau 7. Synthèse des effets probables des aléas climatiques sur l'agriculture, par zone agroécologique 26
Tableau 8. Évolution des prix de certains produits alimentaires en 2023 et 2024 (variation annuelle moyenne) 30
Tableau 9. Statuts fonciers des ménages ruraux 44
Tableau 10. Termes utilisés pour désigner les aliments oubliés 51

Liste des figures

Figure 1. Les zones agroécologiques du Cameroun et leurs principales productions 16
Figure 2. Évolution des principales productions végétales, 2014-2018 17
Figure 3. Principales productions animales, 2014-2018 (en tonnes ; litres pour le lait et le miel ; unités pour les œufs) 18
Figure 4. Évolution en moyenne annuelle des prix des produits alimentaires, 2022-2024 31
Figure 5. Évolution de la production vivrière au Cameroun, 1961-2016 (millions de kcal) 38
Figure 6. Récolte de fruits de la passion dans une exploitation du département de la Menoua 63
Figure 7. Tas de fruits de la passion et de tamarillos en vente au marché périodique « B » de Dschang 63
Figure 8. Citrouilles en vente sur le marché local de Dschang 64

Liste des sigles

Sigle	Signification
BAD	Banque africaine de développement
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CH / IPC	Cadre harmonisé / Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
DIEM	Données en situations d'urgence (FAO)
EMF	Établissement de microfinance
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEWS NET	Réseau de systèmes d'alerte précoce contre la famine
FIDA / IFAD	Fonds international de développement agricole
INS	Institut national de la statistique
IRAD	Institut de recherche agricole pour le développement
IRAM	Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement rural
MINEPAT	Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire
MINEPDED	Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et du Développement durable
NUS	Espèces négligées et sous-utilisées (*neglected and underutilized species*)
ODD	Objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la santé
PAM	Programme alimentaire mondial
PPR	Pertes post-récoltes
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
ZAE	Zone agroécologique

Avant-propos

Malgré son potentiel agricole, le Cameroun compte des millions de personnes qui souffrent de la faim ou de la malnutrition, car une alimentation saine et nutritive n'y est pas toujours disponible, accessible ou, le plus souvent, abordable. Cette situation compromet la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) 2 et des cibles mondiales en matière de nutrition. Elle menace aussi l'ensemble du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (ci-après « le Programme 2030 »), en fragilisant la santé et les moyens de subsistance des personnes et en ébranlant les systèmes agroalimentaires. Les populations en situation de pauvreté sont les premières victimes de la faim, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, et sont touchées de manière disproportionnée par l'inflation des prix des denrées alimentaires.

Les espèces négligées et sous-utilisées (NUS), c'est-à-dire les cultures et plantes comestibles négligées, présentent un potentiel considérable pour améliorer la sécurité alimentaire, les revenus et les moyens de subsistance des agriculteurs, notamment dans les pays du Sud. Elles peuvent également contribuer à l'autonomisation des femmes, à une alimentation plus saine et à la production d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi, locaux et accessibles, pour lutter contre la malnutrition aiguë.

Résumé exécutif

Le Cameroun, qualifié de « grenier de l'Afrique centrale », dispose d'atouts considérables : une grande diversité agroécologique, d'abondantes ressources foncières, un fort potentiel en terres irrigables et un vaste réseau hydrographique. Pourtant, atteindre l'ODD 2 « Faim zéro » demeure un défi majeur, alors que la demande alimentaire mondiale devrait augmenter de plus de 50 % d'ici 2050. En 2024, 3,1 millions de personnes, soit 11 % de la population, ont connu des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë. Le pays est en outre confronté au triple fardeau de la malnutrition, dont les enfants sont les premières victimes.

Plusieurs facteurs interdépendants expliquent cette situation : les conflits armés et l'instabilité sociale (Nord-Ouest, Sud-Ouest, Extrême-Nord, conflits agropastoraux au nord, crise humanitaire à l'Est) ; la variabilité et les extrêmes climatiques ; la dégradation des sols et la pénurie d'eau ; les chocs économiques, notamment l'inflation des prix alimentaires ; enfin des causes structurelles tenaces (pauvreté, insécurité foncière, faible productivité, pertes post-récoltes, sous-financement). Ces facteurs gagnent en fréquence et en intensité, et coexistent de plus en plus souvent. Par ailleurs, malgré la richesse des espèces cultivées dans les cinq zones agroécologiques, la dépendance à un petit nombre de cultures constitue un défi majeur pour les écosystèmes, la diversité alimentaire et la santé des populations.

Un changement de paradigme vers une production durable et la consommation d'aliments diversifiés est nécessaire. Les espèces négligées et sous-utilisées (NUS) prometteuses, riches en nutriments, résilientes au climat, rentables et adaptables localement, sont fondamentales pour diversifier l'alimentation et la production. Elles restent pourtant négligées en matière de recherche, de vulgarisation, de commercialisation et de conservation. Cette négligence de longue date a entraîné un déclin progressif de la consommation des ressources alimentaires traditionnelles dans de nombreuses communautés rurales, ainsi que la perte des connaissances qui y sont associées.

Pour exploiter ce potentiel, huit actions collectives sont proposées :

1. inscrire les NUS dans les politiques nationales et locales, pour mieux répondre aux enjeux nutritionnels et de résilience climatique ;
2. identifier et hiérarchiser, à l'échelle nationale, les espèces sur lesquelles concentrer les efforts de recherche et de développement ;
3. soutenir la recherche interdisciplinaire et les processus associant de multiples parties prenantes ;
4. développer les chaînes de valeur et les petites exploitations agricoles qui valorisent les NUS ;
5. créer des réseaux locaux et nationaux de collaboration et d'échange d'informations entre chercheurs, agents de vulgarisation, agriculteurs, organisations paysannes et acteurs du marché ;
6. promouvoir ces espèces par des campagnes de sensibilisation sur leurs débouchés commerciaux, leurs avantages agronomiques et leurs bienfaits nutritionnels ;
7. soutenir les agriculteurs gardiens de ces espèces et reconnaître leurs droits au partage des avantages ;
8. renforcer les capacités des individus et des institutions en matière de recherche, d'éducation et de développement.

Une attention immédiate, en termes de réorientation et d'éducation du public, des décideurs et des parties prenantes, permettra de susciter un regain d'intérêt pour les cultures alimentaires oubliées et de repositionner le Cameroun en matière de sécurité alimentaire. La création d'un environnement favorable dans toutes les chaînes de valeur, afin de promouvoir la production, la transformation et la consommation durables de produits alimentaires et de boissons, est essentielle pour atteindre l'objectif « Faim zéro ». Le soutien des partenaires au développement permettra de concrétiser rapidement les avantages de ces aliments oubliés.

Mots-clés : Future Smart Food ; espèces négligées et sous-utilisées ; insécurité alimentaire ; malnutrition ; résilience climatique ; biodiversité agricole ; Cameroun

Introduction

Situé dans le golfe de Guinée, sur la façade occidentale de l'Afrique centrale, le Cameroun s'étend sur 475 442 km², sur environ 1 200 km du nord au sud, de la base de son triangle, qui longe le 2e degré de latitude nord, jusqu'au lac Tchad, au 13e parallèle. Il dispose de 402 km de côtes le long de l'océan Atlantique et partage ses frontières avec six pays : le Nigéria (1 975 km à l'ouest), le Tchad (1 116 km au nord), la République centrafricaine (901 km à l'est), la République du Congo (494 km), le Gabon (349 km) et la Guinée équatoriale (183 km) au sud. Cette situation lui vaut une grande diversité de climats et de paysages, qui nourrit son image de « grenier de l'Afrique centrale » (CIRAD, 2021).

Pourtant, malgré ces atouts, le pays est en proie à des crises alimentaires et nutritionnelles persistantes. En 2024, 3,1 millions de personnes y ont connu des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë, et la malnutrition touche durement les enfants (MINADER, 2024). Les facteurs en cause sont multiples et interdépendants : conflits armés, chocs climatiques, inflation des prix alimentaires, dégradation des sols et de la biodiversité, pauvreté (FSP, 2024). S'y ajoute une dépendance excessive à l'égard d'un petit nombre de cultures de base, qui fragilise les systèmes alimentaires et appauvrit les régimes.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la présente étude. Elle part d'un constat : des espèces végétales longtemps négligées par la recherche, la vulgarisation et les politiques publiques, appelées espèces négligées et sous-utilisées (NUS), « cultures orphelines » ou « cultures d'opportunité », pourraient contribuer à diversifier l'alimentation, à renforcer la résilience des systèmes agricoles et à améliorer les revenus des producteurs. La question centrale est dès lors la suivante : dans quelle mesure la valorisation de ces espèces peut-elle contribuer à relever les défis de la faim et de la malnutrition au Cameroun ?

L'objectif général de l'étude est de montrer que l'investissement dans ces cultures peut constituer un levier stratégique pour répondre à des problématiques nationales telles que la faim, la malnutrition, la pauvreté,

l'adaptation au changement climatique et la sauvegarde de la biodiversité. Il s'agit plus précisément d'examiner, d'une part, les sources de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et, d'autre part, le rôle potentiel de ces cultures pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la résilience au changement climatique et la sauvegarde de l'agrobiodiversité. L'étude en présente les atouts, les opportunités et les défis, et identifie des axes d'intervention en matière de politique, de développement, de recherche et d'innovation.

Sur le plan méthodologique, la présente étude, conduite par le Colibri Research and Innovation Center (CRIC), repose exclusivement sur une démarche documentaire. Les analyses prennent appui sur des données secondaires collectées entre octobre 2025 et octobre 2026 auprès d'institutions nationales, internationales et scientifiques. Plusieurs types de documents ont été mobilisés :

– Les rapports et publications statistiques de l'Institut national de la statistique (INS) sur l'inflation, les prix des produits alimentaires et les conditions de vie des ménages ;

– Les rapports du MINADER, du MINEPAT et du MINEPDED relatifs à l'agriculture, aux zones agroécologiques, à la sécurité alimentaire et à l'environnement ;

– Les publications et bases de données de la FAO, du FIDA, de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement, du PAM et de l'UNICEF sur la sécurité alimentaire, la nutrition et les systèmes alimentaires ;

– Les articles scientifiques et ouvrages académiques sur les espèces négligées et sous-utilisées, les cultures orphelines, la biodiversité agricole et le changement climatique ;

– Les textes de politique publique, stratégies sectorielles et rapports d'ONG intervenant dans l'agriculture, l'alimentation et la protection sociale au Cameroun.

Les documents ont été sélectionnés et faire l'objet d'une lecture analytique, permettant d'en extraire les informations relatives à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, au changement climatique, à la biodiversité et aux moyens de subsistance. Les données ont été organisées dans des tableaux de synthèse, puis analysées à l'aide de la technique de l'analyse de contenu, afin d'identifier les thèmes récurrents et de les interpréter au regard de la question

de recherche. Le document s'organise en deux parties. La première dresse le diagnostic du potentiel agricole du Cameroun et des défis alimentaires et nutritionnels. La seconde examine le potentiel des espèces négligées et sous-utilisées comme levier de sécurité alimentaire, de résilience climatique et de développement rural, et formule des recommandations d'action.

Partie 1. Diagnostic : un potentiel agricole considérable, une insécurité alimentaire persistante

Cette première partie établit le diagnostic sur lequel repose l'étude. Elle montre d'abord que le Cameroun dispose d'atouts agricoles et naturels considérables (1), puis que ces atouts ne se traduisent pas par une sécurité alimentaire et nutritionnelle satisfaisante (2). Elle analyse ensuite les facteurs qui expliquent ce paradoxe (3) et les limites des systèmes agricoles et alimentaires actuels (4).

1. Un potentiel agricole et naturel considérable

Pour comprendre le paradoxe d'un pays riche en ressources mais confronté à la faim, il faut d'abord mesurer ses atouts. Ce chapitre examine successivement le poids de l'agriculture dans l'économie et dans l'alimentation, le capital naturel et les ressources agricoles, la diversité agroécologique, la production et les exportations, puis la biodiversité.

1.1 Un secteur agricole au cœur de l'économie et de la sécurité alimentaire

Malgré la baisse de son importance relative depuis l'indépendance, l'économie camerounaise repose essentiellement sur le secteur agricole. En 2024, celui-ci représente environ 20 % du produit intérieur brut (PIB) et 40 % des exportations totales hors pétrole (BAD, 2024, p. 9). Le dynamisme de l'agriculture, surtout vivrière, a valu au Cameroun le statut de « grenier de l'Afrique centrale ». Aux côtés de plantations agro-industrielles et de quelques grandes exploitations privées, le pays compte environ deux millions de petites exploitations familiales (FIDA, 2015, p. 1). Le secteur agricole rural emploie près de 60 % de la population active et fonde le pouvoir d'achat des populations rurales (BAD, 2024, p. 9). Les emplois indirects générés en amont et en aval

restent mal connus, en raison notamment du caractère informel de certaines activités, en particulier la commercialisation. Il est vraisemblable que les cultures vivrières soient, en termes relatifs, les plus grandes pourvoyeuses d'emplois indirects, devant les productions animales et sylvicoles (MINADER, 2006, p. 4).

Au-delà de son poids économique, l'agriculture est le socle de l'alimentation de la population. Près de la moitié de la population camerounaise vit en milieu rural et périurbain, avec l'agriculture comme principale activité. Ses produits servent à la fois à l'autoconsommation et à l'alimentation des populations urbaines. La sécurité alimentaire repose sur quatre dimensions : la disponibilité, la stabilité, l'accessibilité et la qualité nutritionnelle. Comme pour le PIB, les différentes productions rurales contribuent très inégalement à l'alimentation de la population (Tableau 1).

Tableau 1. Contribution des principales productions aux apports caloriques et protéiques

Groupe de produits	Part des calories	Part des protéines
Céréales	36,2 %	40 %
dont maïs	19,5 %	22 %
Racines, tubercules et bananes	30,1 %	13,8 %
dont manioc et plantain	**21 %**	**27 %**
Productions animales et halieutiques	5,3 %	19,3 %

Source : MINADER (2006, p. 4).

1.2 Un capital naturel et des ressources agricoles abondants

Le Cameroun dispose d'un capital naturel important, levier stratégique pour la transformation économique et la réalisation des ODD. Ce capital se compose de ressources renouvelables et non renouvelables, essentielles à la croissance verte, à la résilience climatique et à la préservation des écosystèmes. Selon la Banque africaine de développement, la valeur totale du capital naturel du pays était estimée en 2020 à 222,3 milliards de dollars des États-Unis, soit 39,1 % de la richesse nationale totale. Cette richesse est constituée à 96,6 % de capital naturel renouvelable, qui comprend :

- des forêts riches en biodiversité, qui jouent un rôle central dans la régulation climatique et la séquestration du carbone ;
- un potentiel hydroélectrique estimé à 12 000 mégawatts (MW), non encore entièrement exploité ;
- un potentiel solaire important, avec une insolation moyenne de 5,8 kWh/m²/jour.

Le capital non renouvelable (pétrole, gaz naturel, ressources minières) représente 3,4 % de la richesse naturelle. Au-delà de leur valeur économique, ces ressources fournissent des services environnementaux vitaux : séquestration du carbone, régulation de la qualité de l'air et de l'eau, préservation de la fertilité des sols et protection des habitats naturels (BAD, 2025, p. 11).

Ce capital repose d'abord sur des conditions climatiques favorables. Plus que les autres pays de la sous-région, le Cameroun bénéficie de conditions climatiques et naturelles très favorables à la production agricole, ce qui suscite l'intérêt des opérateurs économiques pour le commerce transfrontalier des produits vivriers, base de l'alimentation des populations (MINADER, 2006, p. 6). Son climat, influencé par le Front intertropical, se répartit en trois zones climatiques (MINEPDED, 2024) :

1. **la zone soudano-sahélienne**, au-dessus du 10° N, avec une saison sèche de 7 à 9 mois, des précipitations de 300 à 900 mm par an et des températures supérieures à 28 °C ;
2. **la zone soudano-guinéenne**, entre les 7° et 10° N, avec une saison sèche de 5 à 6 mois, des précipitations moyennes d'environ 1 000 mm par an et des températures moyennes de 22 °C ;
3. **la zone équatoriale**, entre les 2° et 6° N, caractérisée par des températures d'environ 25 °C, une couverture végétale importante (dont une partie de la mangrove sur la côte) et une pluviométrie abondante, de l'ordre de 2 000 mm par an. Autour du mont Cameroun, les précipitations annuelles dépassent 10 000 mm à Debundscha, l'un des endroits les plus pluvieux du monde.

À ces conditions climatiques s'ajoutent des ressources hydrographiques abondantes. La richesse hydrographique du Cameroun est en phase avec la diversité de son relief. Les cours d'eau se répartissent en quatre grandes unités : les tributaires du fleuve Niger ; les tributaires directs du golfe de Guinée (fleuves côtiers) ; les tributaires du fleuve Congo ; les tributaires du bassin du lac Tchad. Les cours d'eau les plus importants sont la Sanaga, le Wouri, le Nyong, le Moungo, le Ndian, la Mémé, la Lokoundjé, le Ntem, la Kienké, la Lobé et la Cross River, auxquels s'ajoutent de nombreux lacs. Plusieurs zones humides continentales sont classées sites Ramsar. Le golfe de Guinée abrite une biodiversité remarquable et constitue un espace critique pour diverses espèces protégées à forte valeur patrimoniale ; les ressources côtières, marines et halieutiques jouent un rôle important pour l'économie nationale et locale (Usongo et al., 2021, p. 19). L'ensemble de ce réseau confère au pays un potentiel de production halieutique et agricole (MINEPDED, 2024, p. 13).

Les terres agricoles constituent un troisième atout. Les ressources foncières du Cameroun sont importantes, mais largement non exploitées ou sous-exploitées. Selon les statistiques disponibles, le pays couvre environ 47 millions d'hectares, dont 9,2 millions sont utilisés à des fins agricoles. Les terres arables s'étendent sur environ 7,2 millions d'hectares, auxquels s'ajoutent près de 2 millions d'hectares de pâturages. Seuls 1,8 million d'hectares sont effectivement cultivés, soit environ le quart des terres arables (MINADER, 2006, p. 6).

Le potentiel de terres irrigables est estimé à environ 240 000 ha. Les superficies irriguées étaient de l'ordre de 27 000 ha au début des années 1990 ; un accroissement de 20 % au cours de la dernière décennie les a portées à 33 000 ha, soit **17 % du potentiel**, ce qui laisse de l'espace pour de futures extensions (MINADER, 2006, p. 6).

Ces terres se caractérisent par leur adaptabilité à une gamme variée de cultures : dans chacune des cinq zones agroécologiques, il est possible de développer des céréales, des oléagineux, des racines et tubercules, des fruits et légumes et des cultures pérennes.

1.3 Une grande diversité agroécologique

De par sa position géographique, le Cameroun est subdivisé en cinq zones agroécologiques, qui permettent la production d'une large gamme de produits agricoles (Tableau 2).

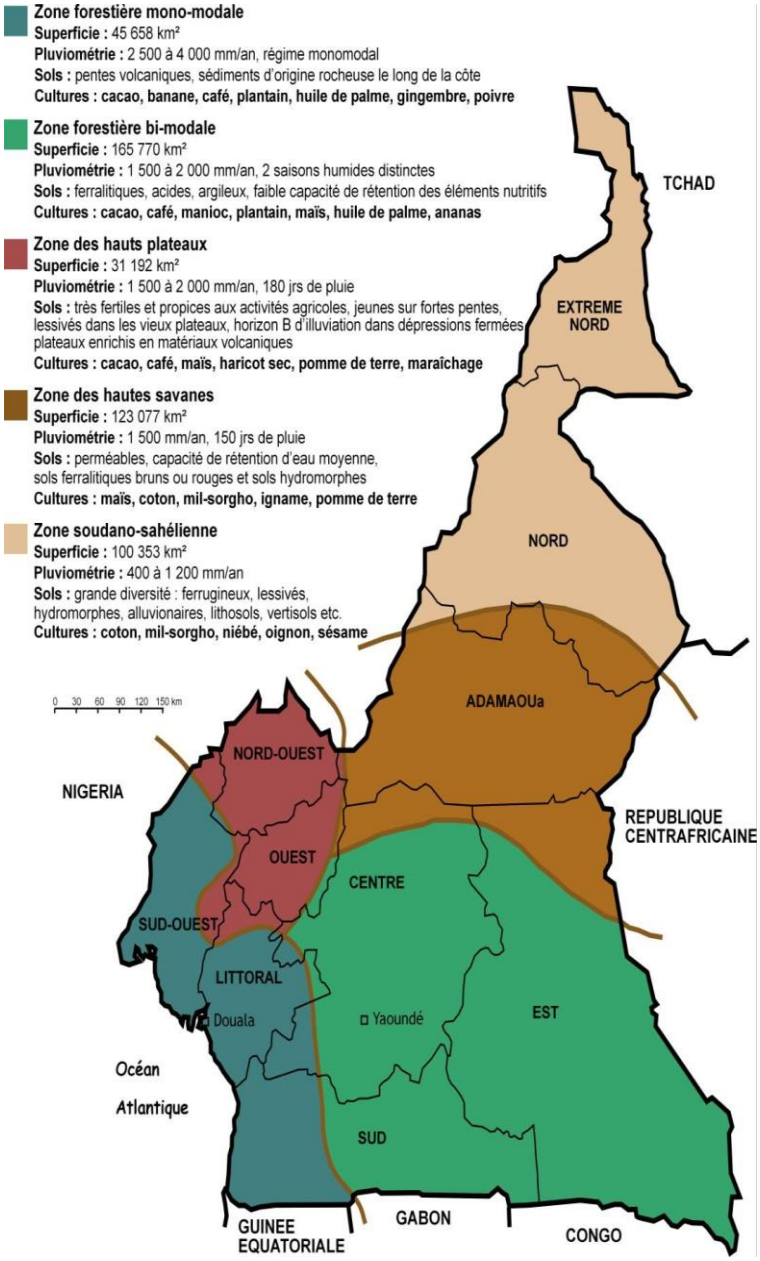
Tableau 2. Les zones agroécologiques du Cameroun

Zone (ZAE)	Régions	Climat	Principales productions
Soudano-sahélienne (ZAE I)	Nord, Extrême-Nord	Tropical chaud et sec ; **400 à 1 200 mm/an** ; 28 à 35 °C	Céréales (mil, sorgho, maïs, riz) ; racines et tubercules (patate, pomme de terre, manioc) ; légumineuses (arachide, soja, voandzou, niébé, sésame) ; fruits et légumes (oignon, tomate, oseille de Guinée) ; coton ; élevage (gros et petit bétail) ; pêche
Hautes savanes guinéennes (ZAE II)	Adamaoua ; nord des départements du Mbam-et-Kim (Centre) et du Lom-et-Djérem (Est)	Environ 1 500 mm/an, 150 jours de pluie ; 20 à 26 °C ; sols perméables à capacité de rétention d'eau moyenne	Racines et tubercules (manioc, patate, igname) ; maïs ; arachide, niébé ; gingembre, tomate, piment ; élevage, activité économique de base
Hauts plateaux (ZAE III)	Ouest, Nord-Ouest	1 500 à 2 000 mm/an, 180 jours de pluie ; altitude supérieure à 1 100 m ; sols volcaniques	Café, cacao, maïs, haricot, pomme de terre, cultures maraîchères ; volaille, porcins, ruminants
Forêt à pluviométrie monomodale, zone côtière (ZAE IV)	Littoral, Sud-Ouest	**Banane, plantain, manioc, macabo, igname, palmier à huile, hévéa, cacao, café, poivre, fruits et légumes ; pêche et aquaculture.**	**Banane, plantain, manioc, macabo, igname, palmier à huile, hévéa, cacao, café, poivre, fruits et légumes ; pêche et aquaculture.**
Forêt à pluviométrie bimodale (ZAE V)	Centre, Est, Sud	Chaud et humide ; 1 500 à 2 000 mm/an ; végétation dense ; vaste réseau hydrographique	Cacao, café, palmier à huile, manioc, maïs, banane ; élevage de gros et petit bétail, volaille, porcins

Sources : Banque mondiale (2020, p. 30) ; MINADER et IRAM (2017, p. 30) ; MINADER (2020, p. 1).

Dans les hautes savanes guinéennes, l'agriculture et l'élevage entretiennent des rapports complexes de complémentarité et de concurrence.

Figure 1. Les zones agroécologiques du Cameroun et leurs principales productions



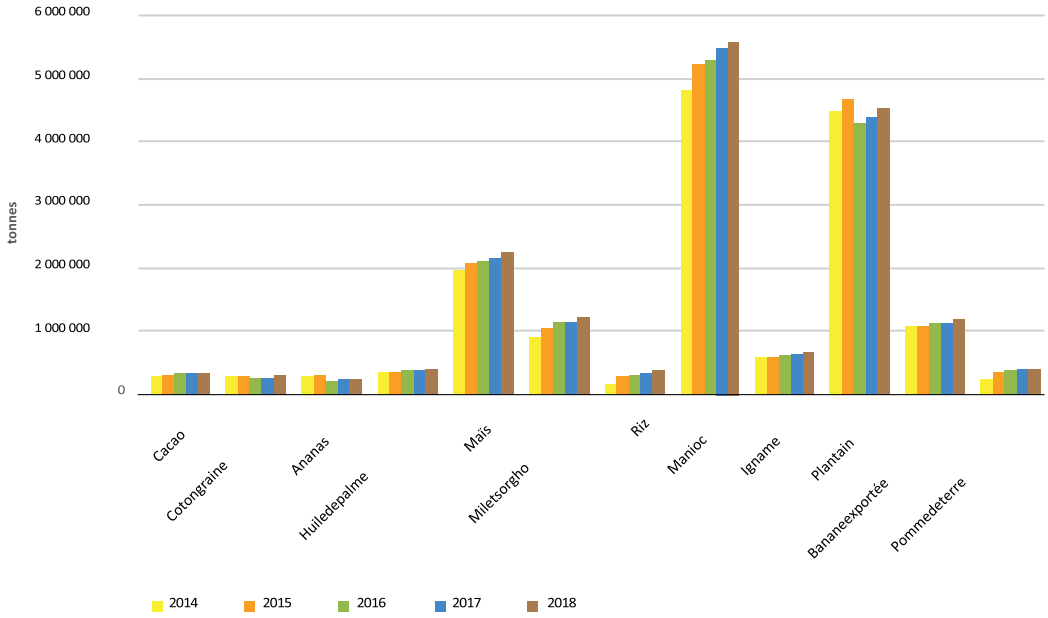
Source : MINADER (2006, p. 15).

1.4 Une production importante et des exportations en croissance

La production agricole du Cameroun est très variée. Le rapport de la FAO, de l'Union européenne et du Cirad (2022, p. 12), qui retrace l'évolution des principales productions de 2014 à 2018, a mis en évidence des niveaux annuels élevés pour le manioc (plus de 5 millions de tonnes) et le plantain (plus de

4 millions de tonnes). Les productions céréalières augmentent chaque année. Le maïs est la céréale la plus cultivée (plus de 2 millions de tonnes), suivi du mil et du sorgho, dont les productions annuelles dépassent chacune le million de tonnes. Malgré cette production élevée, les besoins en maïs augmentent constamment, sous l'effet conjugué de la hausse de la consommation humaine et animale, ce qui se traduit par une extension des superficies cultivées, compte tenu de la faiblesse des rendements. Le mil et le sorgho, céréales les plus produites et consommées dans le nord du pays, voient leur culture s'étendre vers le sud, du fait de la compétition pour les ressources (terre et eau) entre usages (agriculture, élevage, aires de conservation) et sous l'effet de la pression démographique, aggravée par l'arrivée de réfugiés. La production de riz, en forte progression dans le nord où les conditions sont favorables (environ 365 000 tonnes en 2018), est écoulée à 70 % vers les pays limitrophes, en particulier le Nigéria.

Figure 2. Évolution des principales productions végétales, 2014-2018

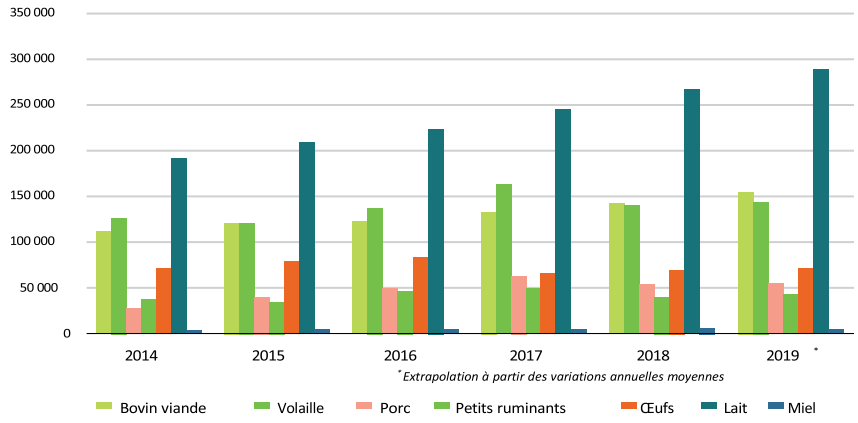


Source : MINADER cité par FAO, Union européenne et Cirad (2022, p. 12)

Les productions animales progressent de façon régulière en volume pour la plupart des filières. Sur la période, les progressions annuelles moyennes les plus constantes concernent le porc (19,7 %), le lait (9,4 %), les œufs (8,4 %), le miel (8,2 %) et la viande bovine (6,4 %). Pour le sous-secteur halieutique, la

Stratégie de développement du secteur rural et le Programme national d'investissement agricole (SDSR/PNIA) 2015-2020 visaient un accroissement durable des productions par l'amélioration des pêches de capture, le renforcement de la surveillance et du contrôle des activités de pêche et la promotion de l'aquaculture (FAO, Union européenne et Cirad, 2022, p. 12).

Figure 3. Principales productions animales, 2014-2018 (en tonnes ; litres pour le lait et le miel ; unités pour les œufs)



Source : MINEPIA, cité par FAO, Union européenne et Cirad (2022, p. 12).

Cette production végétale et animale reste toutefois largement insuffisante pour satisfaire les besoins alimentaires de base d'une population citadine en croissance, et les importations de certaines denrées de base (maïs, riz, blé, sucre, viande, poisson, lait, huiles raffinées) augmentent régulièrement.

Parallèlement à cette production vivrière, le Cameroun occupe une place majeure dans les échanges de produits agricoles. L'essor de l'agriculture de rente a accentué la diversification des systèmes de production et renforcé la place du Cameroun sur le marché international des produits agricoles tropicaux. Les trois quarts des échanges alimentaires internes de l'Afrique centrale sont constitués de produits camerounais, et le pays réalise à lui seul 70 % des échanges agricoles intracommunautaires de la CEMAC (CIRAD). L'agriculture camerounaise repose ainsi à la fois sur des systèmes vivriers orientés vers l'autoconsommation et, de plus en plus, vers la commercialisation,

et sur une agriculture de plantations orientée vers le marché national ou international (UA, NEPAD, Emergent Cameroon et CEEAC, 2020, p. 3).

Selon le rapport sur l'économie camerounaise de 2024, les exportations hors hydrocarbures ont progressé de 33,1 % pour s'établir à 1 827,8 milliards de FCFA en 2024 (MINEPAT, 2025, p. 23). Le tableau 3 présente les principaux produits agricoles de rente exportés.

Tableau 3. Principaux produits agricoles de rente exportés en 2024 (milliards de FCFA)

Produit	2024	2023	Variation en valeur
Cacao brut en fèves	683	359	+90 %
Pâte de cacao	210	97	+115,5 % (volumes : +24,5 %)
Beurre de cacao	99	56	+78,6 %
Banane (plantain inclus)	37	31	+16,8 %
Café	27	19	+38,7 %
Caoutchouc brut	46	31	+50,8 %
Coton brut	177	148	+19,8 %

Source : MINEPAT (2025, p. 23).

1.5 Une biodiversité exceptionnelle

La biodiversité du Cameroun est l'une des plus variées d'Afrique, tant par la diversité des écosystèmes que par celle des ressources génétiques, avec un degré d'endémisme élevé. Le pays se classe au 5e rang des pays africains les plus riches en diversité biologique. Ses forêts abritent 40 % des espèces animales africaines, dont 48 % des espèces de mammifères du continent, au moins 54 % des espèces d'oiseaux, 50 % des amphibiens, 30 à 75 % des reptiles, 42 % des papillons et au moins 21 % des ressources halieutiques (MINEPDED, 2024, p. 33). Elles comptent près de 3 000 espèces de plantes. De la steppe de l'Extrême-Nord aux mangroves du Littoral, en passant par la savane du Nord, la forêt de l'Adamaoua, la végétation submontagnarde et le Sud forestier, le Cameroun possède presque tous les écosystèmes du monde tropical, avec une grande diversité de systèmes de production agropastorale.

Ces ressources contribuent au bien-être des habitants : alimentation, plantes médicinales, régulation du climat, lutte contre les inondations, contrôle des sécheresses. Elles sont toutefois menacées : avec un taux de déforestation élevé (**9 %**) et un taux de reboisement insignifiant (**1 %**), la contribution de la déforestation aux changements climatiques et à la vulnérabilité des populations locales et autochtones est indéniable (MINEPDED, 2024, p. 13). Les menaces pesant sur la biodiversité agricole sont détaillées à la section 4.3 de cette partie.

2. Une situation alimentaire et nutritionnelle préoccupante

Malgré ces atouts relevés dans le chapitre précédent, les performances du secteur agricole et rural restent à tous égards en deçà des attentes. Le Cameroun connaît une fragilité de sa sécurité et de son autosuffisance alimentaires. L'insécurité alimentaire et le triple fardeau de la malnutrition posent des défis importants, alors que la demande alimentaire nationale devrait augmenter de plus de 50 % d'ici 2050. Ce chapitre présente d'abord l'insécurité alimentaire aiguë, puis le triple fardeau de la malnutrition.

2.1 Une insécurité alimentaire aiguë qui touche 11 % de la population

L'insécurité alimentaire demeure une préoccupation majeure, avec des disparités régionales marquées. Selon le Rapport mondial sur les crises alimentaires publié en mai 2025, 3,1 millions de personnes, soit 11 % de la population totale, ont été confrontées en 2024 à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë, dont près de 0,3 million en situation d'urgence (phase 4 de la classification CH). Il s'agit d'une légère détérioration par rapport au pic de 2023, principalement liée aux perturbations des moyens de subsistance causées par les conflits persistants et par les inondations du second semestre 2024. Sur les 58 zones analysées, 13 étaient en situation de crise (phase 3), principalement dans les régions du nord et de l'ouest. Pour la période de juin à août 2025, les projections font état de 2,6 millions de personnes (9 % de la population) en insécurité alimentaire aiguë élevée, dont environ 300 000 en phase 4 (FSIN et GNAFC, 2025, pp. 101–102).

Le septième cycle de collecte de l'enquête de suivi DIEM de la FAO, mené du 20 janvier au 4 février 2025, indique que 54 % des ménages sont en insécurité alimentaire modérée ou grave, dont 16 % en insécurité grave, selon l'échelle de mesure de l'insécurité alimentaire vécue (FIES). Ces niveaux, en légère amélioration par rapport au cycle 6 (62 % et 17 %), restent préoccupants. Les taux d'insécurité modérée ou grave demeurent particulièrement élevés dans

quatre régions (Tableau 4). Lors du cycle 7, 44 % des ménages ont signalé des difficultés d'approvisionnement alimentaire au cours des 30 jours précédant l'enquête, un niveau relativement stable. En revanche, la fréquence des privations alimentaires semble avoir augmenté : **54 % des ménages ont souffert de la faim sans pouvoir s'alimenter et 72 % ont connu au moins une journée entière sans repas** (FAO, 2025, p. 9).

Tableau 4. Ménages en insécurité alimentaire modérée ou grave, par région (cycle 7 du DIEM, 2025)

Région	Part des ménages
Nord	71 %
Extrême-Nord	68 %
Nord-Ouest	68 %
Sud-Ouest	66 %

Source : FAO (2025, p. 9).

2.2 Le triple fardeau de la malnutrition

Le Cameroun est confronté au « triple fardeau de la malnutrition » : la population souffre d'insuffisance pondérale et de carences en micronutriments, mais aussi, de plus en plus, de surcharge pondérale. Les enfants sont les plus touchés. Selon le Rapport mondial sur les crises alimentaires de 2025, 0,39 million d'enfants souffrent de malnutrition aiguë, dont 0,25 million sous une forme modérée et 0,15 million sous une forme sévère. Sur les 45 zones analysées, 11 ont été classées en phase 3 (grave) ou plus de l'IPC AMN. Les sites de réfugiés centrafricains des régions de l'Adamaoua et de l'Est sont les plus touchés, classés en phase 4 (critique) pendant toute l'année (FSIN et GNAFC, 2025, p. 102).

Selon l'UNICEF (2024), 60 % des enfants de moins de 6 mois ne sont pas nourris exclusivement au sein et 8 % ne le sont pas du tout. Ces enfants grandissent mal, en partie parce qu'ils ne reçoivent pas les aliments adaptés à leurs besoins, et parce que les systèmes qui soutiennent leur alimentation, les pratiques communautaires et le recours aux services sont déficients. Le retard de croissance varie fortement selon la région, le milieu de résidence, le niveau

de richesse et l'instruction de la mère (Tableau 5) : il est presque trois fois plus élevé chez les enfants du quintile le plus pauvre que chez ceux du quintile le plus riche, et cinq fois plus élevé chez les enfants de mères sans instruction que chez ceux de mères plus instruites.

Tableau 5. Retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans

Catégorie	Taux
Extrême-Nord	41,9 %
Adamaoua	37,8 %
Est	35,8 %
Nord	33,8 %
Milieu rural	38 %
Milieu urbain	22,8 %
Quintile de richesse le plus pauvre	41,6 %
Quintile de richesse le plus riche	14,3 %
Mères sans instruction	38,8 %
Mères avec un niveau d'instruction plus élevé	7,5 %

Source : UNICEF (2024).

Les carences en micronutriments sont également préoccupantes : la carence en vitamine A touche 39 % des enfants de moins de 5 ans et 18 % des femmes enceintes. L'anémie concerne près de 40 % des femmes de 15 à 49 ans et 60 % des enfants de moins de cinq ans. Le taux annuel moyen de réduction du retard de croissance et des autres formes de malnutrition est nettement inférieur au taux requis pour atteindre l'objectif nutritionnel de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) (UNICEF, 2024).

La malnutrition est transgénérationnelle. Elle nuit au développement fœtal et produit ensuite des effets irréversibles sur la croissance et l'apprentissage des enfants. Les efforts pour prévenir le retard de croissance sont plus efficaces pendant les 1 000 jours qui séparent la conception du deuxième anniversaire de l'enfant. Les aliments fortifiés de qualité ont un fort potentiel pour prévenir la malnutrition des jeunes enfants et de leur mère, et des farines infantiles locales répondant aux standards internationaux peuvent être fabriquées (Jacquemot, 2024, p. 8). La malnutrition entraîne aussi des problèmes de santé et des pertes de productivité : au cours de leur vie, les

personnes mal nourries peuvent gagner 10 % de moins que celles qui sont bien nourries. Sans une alimentation adéquate, abordable et nutritive, des générations restent piégées dans la pauvreté, incapables de profiter des opportunités d'éducation et d'emploi.

Face à ces défis, transformer les systèmes alimentaires nationaux pour les rendre plus durables, plus résilients et plus sains est essentiel pour que le Cameroun atteigne ses objectifs de développement durable, tienne ses engagements climatiques et bâtisse une société où la faim n'existe pas.

3. Les principaux facteurs de l'insécurité alimentaire aiguë et de la malnutrition

L'insécurité alimentaire aiguë et la malnutrition au Cameroun résultent de l'interaction entre les chocs climatiques, l'instabilité sociale et politique, les chocs économiques (hausses de prix importantes sur les marchés, ruptures d'approvisionnement, fortes variations des prix internationaux), la dégradation des sols et la perte de biodiversité. Des facteurs sous-jacents, tels que la pauvreté et les inégalités, qui trouvent leur fondement dans des politiques publiques défavorables, compliquent les efforts pour améliorer la sécurité alimentaire. Ce chapitre examine tour à tour les chocs climatiques, les conflits armés et leurs conséquences humanitaires, puis l'inflation alimentaire et la dépendance aux importations.

3.1 Le changement climatique, une menace pour la sécurité alimentaire

Le Cameroun est géographiquement diversifié et connaît tous les principaux climats du continent. Il est toutefois confronté à des risques climatiques croissants : hausse des températures (vagues de chaleur, tempêtes de poussière, dégradation des sols) ; modification des précipitations en quantité, en intensité et en régularité ; événements extrêmes (sécheresses, inondations, vents violents, érosion) ; élévation du niveau de la mer. La vulnérabilité varie selon les zones agroécologiques (MINEPDED, 2015, pp. 50–51) :

- la zone côtière à pluviométrie monomodale est particulièrement vulnérable à l'élévation du niveau de la mer, aux précipitations et aux inondations ;
- la zone forestière à pluviométrie bimodale l'est à la hausse des températures, aux inondations et aux mouvements de terrain ;
- la zone des hauts plateaux l'est aux précipitations, aux inondations et aux mouvements de terrain ;

- la zone des hautes savanes guinéennes l'est aux tempêtes et aux événements extrêmes (inondations, mouvements de terrain) ;
- la zone soudano-sahélienne est la plus vulnérable au changement climatique : de fortes précipitations alternent avec une longue saison sèche, avec des inondations et des sécheresses sporadiques mais désastreuses. Sa pluviométrie est toutefois moins élevée que sur la côte et les hauts plateaux de l'Ouest. Elle est particulièrement exposée aux vagues de chaleur, aux inondations et à la sécheresse.

Sous forme de sécheresses, d'inondations ou d'autres aléas, le changement climatique touche tous les niveaux de la production alimentaire. Le Tableau 6 présente ses principaux impacts sur la production agricole et la vulnérabilité par zone agroécologique.

Tableau 6. Impacts des changements climatiques et vulnérabilité du secteur agricole au Cameroun

Aléa	Impacts sur l'agriculture	Zones agroécologiques concernées
Augmentation de la température	Baisse de la productivité et de la production agricoles ; diminution de la nappe phréatique ; augmentation de l'évaporation et réduction de l'humidité du sol ; hausse des pertes de récoltes ; raccourcissement du cycle végétatif ; famine et insécurité alimentaire	Forêt à pluviométrie bimodale ; soudano-sahélienne
Vagues de chaleur	Dessèchement et destruction des cultures, baisse de productivité ; réduction et pénibilité du travail humain	Soudano-sahélienne
Tempêtes de poussière, vents secs	Faible germination, réduction et dessèchement des récoltes ; recrudescence des maladies liées à la chaleur	Soudano-sahélienne
Diminution de la quantité de pluie	Baisse de la productivité et de la production ; difficultés d'accès aux champs et aux marchés ; perte des moyens d'existence et appauvrissement	Forêt à pluviométrie bimodale ; hauts plateaux ; hautes savanes guinéennes ; soudano-sahélienne
Variabilité des pluies	Intensité accrue des pluies avec érosion des terres ; baisse de la fertilité des sols ; inondation des récoltes ; faible alimentation de la nappe phréatique ; baisse des rendements des cultures pluviales	Les cinq zones

Aléa	Impacts sur l'agriculture	Zones agroécologiques concernées
Sécheresse	Dessèchement et destruction des cultures ; baisse de productivité ; pénurie d'eau ; réduction et pénibilité du travail humain	Forêt à pluviométrie bimodale ; hautes savanes guinéennes ; soudano-sahélienne
Inondations	Destruction des cultures, lessivage des sols	Les cinq zones
Mouvements de terrain	Destruction des cultures	Les cinq zones
Érosion	Destruction des cultures et des sols	Les cinq zones
Élévation du niveau de la mer	Destruction des infrastructures ; érosion côtière ; salinisation des sols	Zone côtière à pluviométrie monomodale

Source : MINEPDED (2015, pp. 50–51).

Le niveau de vulnérabilité a été évalué au cours des études techniques menées dans le cadre du processus Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques (PNACC). Le code couleur ci-dessous propose une synthèse de cette analyse.

Niveau de vulnérabilité	Code couleur
Très fort	
Fort	
Moyen intermédiaire	
Faible	
Très faible	

Source : (MINEPDED, 2015, p. 50)

Les projections à l'horizon 2040-2060 confirment cette vulnérabilité. Les tendances globales projetées pour le Cameroun sont les suivantes : (i) une hausse des températures moyennes de +1,2 °C par rapport à la période 1986-2005 dans le scénario optimiste et de +2 °C dans le scénario pessimiste, avec une augmentation des vagues de chaleur, surtout en fin de saison sèche ; (ii) une hausse de la pluviométrie totale de 5 à 20 % selon les régions ; (iii) une plus forte variabilité des pluies en quantité, en intensité et en période, entraînant une diminution de l'eau utile pour l'agriculture pluviale ; (iv) une fréquence croissante des événements extrêmes (Banque mondiale et MINADER, 2020, p. 2). Les effets sur l'agriculture seront plus nombreux et plus intenses, avec des variations importantes selon les zones et les cultures :

- **Stress hydrique.** Le changement climatique aggravera le stress hydrique dans les régions septentrionales, alors que les régions méridionales ne subiront pas de déficit structurel en eau pour l'agriculture. La hausse des températures augmentera l'évapotranspiration, mais cet effet est compensé par la hausse de la concentration atmosphérique en CO_2, qui améliore l'efficacité d'utilisation de l'eau par les plantes, en particulier dans les zones à végétation abondante (ZAE IV et V). Dans les savanes sahéliennes de l'Extrême-Nord (ZAE IA), où la végétation est moins abondante, le stress hydrique pourrait en revanche augmenter.
- **Variabilité des pluies et événements extrêmes.** Ils pourraient entraîner des déficits hydriques temporaires critiques dans toutes les zones agroécologiques : perturbation des calendriers agricoles (dates de semis et de plantation), déficits en eau pendant le développement des plantes, excès d'eau pendant la maturation, avec des effets négatifs sur le rendement, la qualité et la conservation des produits.
- **Maladies et nuisibles.** La variabilité et le changement climatiques modifieront la répartition géographique et saisonnière des maladies et des nuisibles, en raccourcissant les cycles des vecteurs et les périodes d'incubation des agents pathogènes (GIEC, 2018).
- **Sols.** Le changement climatique devrait exacerber les effets des facteurs humains (déforestation, feux, érosion) sur la qualité du sol. Les fortes pluies et les sécheresses accentueront l'érosion, et la hausse des températures favorisera l'assèchement des sols et les risques de salinisation sur les sols alcalins. Ces effets s'ajoutent à la baisse de fertilité liée aux mauvaises pratiques agricoles et à la pression sur les ressources naturelles, particulièrement dans les zones très peuplées (ZAE I et III) et périurbaines.

Le Tableau 7 résume les effets probables de ces aléas par zone agroécologique.

Tableau 7. Synthèse des effets probables des aléas climatiques sur l'agriculture, par zone agroécologique

Aléa	Impacts sur l'agriculture	ZAE concernées
Réchauffement ; vagues de chaleur plus fréquentes et plus intenses	Augmentation de l'évaporation du sol et stress hydrique ; baisse du développement des plantes et du métabolisme des animaux en cas de chaleur extrême ; développement des ravageurs, maladies et adventices (café arabica, pomme de terre, légumes tempérés) ; effet bénéfique pour les cultures d'altitude (ZAE II et III)	I à V
Augmentation de la variabilité des pluies	Perturbation du calendrier agricole, risques à la plantation et à la récolte ; incertitude accrue sur la disponibilité de l'eau ; raccourcissement des saisons agricoles (ZAE Va)	I à V
Augmentation de la fréquence des sécheresses	Baisse des rendements ; baisse de qualité des produits agricoles et des fourrages	I et II
Variation de la pluviosité mensuelle	Diminution globale en ZAE I et II : risque pour les cultures et l'accès à l'eau des élevages en zones semi-arides et arides ; diminution en ZAE Va, qui accentuera la petite saison sèche	**I, II, III et V**
Variation de l'intensité des fortes pluies	Augmentation en ZAE I : risque de destruction des cultures, de maladies et d'inondation ; diminution en ZAE III, IV et V, bénéfique pour les cultures	I à V
Fréquence des inondations	Destruction des cultures, surtout dans les bas-fonds et fonds de vallée ; érosion	**I et IV**
Montée des eaux	Inondations, érosion côtière, ensablement, destruction des infrastructures, déplacement des activités ; salinisation des sols et des eaux douces	**IV**

Source : Banque mondiale (2020, p. 37).

Ces projections montrent que, si les pratiques agricoles et les politiques ne changent pas, les aléas climatiques identifiés auront un impact lourd sur les rendements des cultures de base et commerciales dans toutes les zones agroécologiques du pays. Elles appellent une action d'adaptation rapide.

3.2 Les conflits armés et leurs conséquences humanitaires

Les conflits sont le principal facteur d'insécurité alimentaire aiguë et de malnutrition au Cameroun, avec deux conflits en cours. Depuis 2013, la région

de l'Extrême-Nord, déjà touchée par la crise climatique et des phénomènes météorologiques extrêmes, subit les attaques répétées du groupe Boko Haram, qui provoquent des destructions massives et compromettent gravement la sécurité alimentaire des populations. L'État islamique en Afrique de l'Ouest continue de mener des attaques contre les civils dans les départements du Mayo-Sava, du Mayo-Tsanaga et du Logone-et-Chari. Les violences, notamment les attaques, les enlèvements et les disparitions forcées, restent élevées. Amchidé, Kolofata et Mora (Mayo-Sava), Hilé Alifa (Logone-et-Chari) et Mokolo (Mayo-Tsanaga) sont particulièrement touchées par des attaques répétées sur les mêmes lieux et les mêmes populations (FEWS NET, 2024, p. 5).

Parallèlement, le conflit anglophone, né de la montée de groupes séparatistes armés dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, provoque de fortes violences depuis la fin de 2016. Si les combats entre milices séparatistes et forces camerounaises ont diminué ces deux dernières années, les niveaux de conflit et d'insécurité les plus élevés persistent dans les départements de la Mezam, de la Menchum et de la Momo (Nord-Ouest) et de la Meme, de la Lebialem et de la Manyu (Sud-Ouest). Alors que le niveau général des attaques a diminué, les attaques ciblées contre les civils, les enlèvements et les kidnappings contre rançon se sont multipliés, et l'usage d'engins explosifs improvisés contre les convois militaires reste courant.

Ces deux conflits ont engendré une crise prolongée de déplacement forcé. Selon les statistiques du 31 juillet 2025, le nombre de personnes déplacées de force s'élève à 2 099 114 (UNHCR, 2025), réparties comme suit :

- 410 401 réfugiés ;
- 19 895 demandeurs d'asile ;
- 493 402 personnes déplacées dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest ;
- 475 871 personnes déplacées dans l'Extrême-Nord ;
- 699 545 déplacés de retour.

En 2024, 3,4 millions de personnes avaient besoin d'une assistance humanitaire au Cameroun, dont au moins 2,5 millions en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë (Première Urgence Internationale, 2024).

Ces conflits ont perturbé les activités de subsistance, les flux commerciaux, l'accès aux marchés et leur fonctionnement (Banque mondiale, 2020 ; FEWS NET, 2024). Dans les zones de conflit, les superficies cultivées ont chuté de 30 à 40 % par rapport aux niveaux d'avant le conflit, en raison de la restriction de l'accès aux champs et de l'abandon des exploitations. La demande de main-d'œuvre agricole a diminué et les récoltes restent médiocres. Du fait d'une offre inférieure à la normale, les baisses saisonnières de prix pendant et après la récolte sont minimes, voire inexistantes. Les ménages voient leur pouvoir d'achat pour les céréales de base fortement réduit, en raison de la diminution de la taille des troupeaux, de la baisse des ventes saisonnières de bétail et de produits animaux, et de prix des céréales qui ont atteint des sommets historiques. Au fil des années de conflit, de nombreux ménages ont été déplacés à plusieurs reprises, et leur capacité à faire face à de nouveaux chocs et à retrouver leurs moyens d'existence a été fortement réduite (FEWS NET, 2024, pp. 3–4).

L'insécurité persistante en République centrafricaine a également provoqué un afflux de réfugiés dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord, avec des flambées occasionnelles de conflits autour des ressources. Plus de 288 000 réfugiés centrafricains sont accueillis dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord (UNHCR, 2025). Selon FEWS NET (2024), leur présence accroît les tensions sur les ressources et les opportunités de revenus, et contribue au maintien de prix élevés pour les produits alimentaires et non alimentaires. L'accès à la nourriture reste limité pour les ménages réfugiés, anciens comme nouveaux, ainsi que pour les communautés d'accueil. Une situation d'insécurité alimentaire aiguë de stress (phase 2 de l'IPC) persiste dans les départements de la Kadey, du Lom-et-Djérem (Est) et du Mbéré (Adamaoua), où les réfugiés représentent plus de 20 % de la population départementale. Dans le Mayo-Rey, où ils représentent moins de 8 % de la population, les populations en situation de stress restent nombreuses.

La présence de personnes déplacées internes dans les grandes villes comme Yaoundé et Douala accroît la concurrence pour les rares opportunités de travail et d'aide sociale offertes aux populations urbaines pauvres, ce qui

limite encore les possibilités de revenus des ménages pauvres, qu'ils soient d'accueil ou déplacés. Les réfugiés et les personnes déplacées internes sont particulièrement touchés : ils ont abandonné leurs moyens d'existence traditionnels et leurs biens, et peinent à subvenir à leurs besoins en raison des difficultés à trouver des revenus en zone urbaine et du coût élevé de la vie (FEWS NET, 2024, p. 2).

Aux effets directs des conflits s'ajoute le sous-financement de l'aide d'urgence. L'assistance alimentaire humanitaire désigne l'assistance alimentaire d'urgence, en nature, en espèces ou en bons d'achat. Elle joue un rôle clé dans l'atténuation de la sévérité de l'insécurité alimentaire aiguë. Au Cameroun, elle est assurée aux réfugiés, aux personnes déplacées, aux rapatriés et aux autres personnes touchées par les conflits principalement par le Programme alimentaire mondial (PAM) et ses partenaires. La réponse humanitaire reste toutefois chroniquement sous-financée par rapport aux besoins.

Le 19 août 2025, le PAM a publié un communiqué alertant sur une baisse drastique de l'assistance alimentaire faute de financement : un demi-million de réfugiés et de personnes vulnérables risquaient de se retrouver sans assistance alimentaire et nutritionnelle dans les semaines suivantes. En juillet 2025, le PAM a dû interrompre son assistance à 26 000 réfugiés nigérians du camp de Minawao (région du Nord), et les réfugiés centrafricains du camp de Gado (Est) ne reçoivent plus que la moitié de leurs besoins alimentaires quotidiens. Les familles sont alors contraintes d'adopter des stratégies de survie négatives, comme sauter des repas ou vendre leurs maigres biens (PAM, 2025). En 2025, le PAM a pourtant fourni une assistance alimentaire vitale à 523 000 personnes (déplacés internes, réfugiés nigérians et centrafricains, personnes vulnérables des communautés d'accueil), et près de 300 000 femmes et enfants ont reçu un soutien nutritionnel et des repas scolaires. Avec les coupes budgétaires annoncées, ces acquis risquent d'être anéantis, notamment dans le domaine éducatif (fréquentation et rétention scolaires), principalement dans les régions en crise humanitaire : Est, Nord, Extrême-Nord, Nord-Ouest et Sud-Ouest.

3.3 L'inflation alimentaire et la dépendance aux importations

Les chocs économiques figurent parmi les principales causes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Ils se manifestent surtout par l'inflation des produits alimentaires. Selon le rapport de l'Institut national de la statistique (INS, 2025), le taux d'inflation s'est établi à 4,5 % en 2024, contre 7,4 % en 2023. Les pressions inflationnistes persistent, bien que leur intensité ait diminué. Elles s'expliquent principalement par une hausse de 5,6 % des prix des produits alimentaires et de 12,3 % des coûts de transport, fortement affectés par la hausse des prix des carburants. Le taux demeure supérieur au seuil de 3 % fixé par la CEMAC. Sur la période 2022-2024, l'inflation cumulée atteint 19,3 %, niveau nettement supérieur aux 17,5 % enregistrés sur les neuf années de 2013 à 2021. Un panier de consommation évalué à 100 000 FCFA à la fin de 2021 coûte ainsi 119 253 FCFA, soit près de 19,3 % de plus en trois ans.

Cette flambée des prix pèse sur le pouvoir d'achat des ménages et limite leur accès aux biens et services essentiels. Elle est particulièrement préoccupante pour les ménages à faible revenu, qui consacrent une part importante de leur budget aux produits de première nécessité, ce qui accentue les inégalités sociales. Le secteur alimentaire est le principal contributeur à l'inflation, en raison de sa forte pondération dans les dépenses des ménages. Une décélération a toutefois été observée en 2024, avec une hausse des prix alimentaires passant de 11,1 % en 2023 à 5,6 % (Tableau 8). À l'inverse, les huiles et graisses ont connu une baisse de 6,8 %, principalement due à la diminution des prix des huiles brutes et raffinées.

Tableau 8. Évolution des prix de certains produits alimentaires en 2023 et 2024 (variation annuelle moyenne)

Catégorie	2023	2024
Ensemble des produits alimentaires	+11,1 %	+5,6 %
Légumes	+22,2 %	+11,5 %
Fruits	+14,3 %	+9,1 %
Poissons et fruits de mer	+9,0 %	+4,5 %
Lait, fromage et œufs	+7,8 %	+3,8 %
Huiles et graisses	+5,7 %	−6,8 %

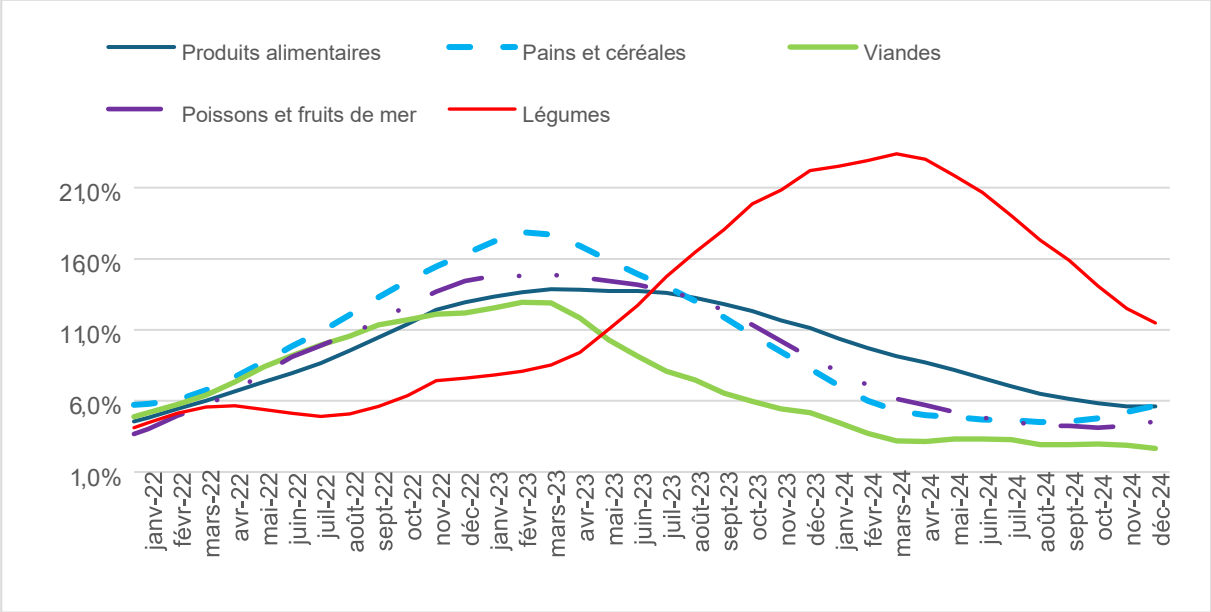
Catégorie	2023	2024
Sucres, confitures, miels, chocolats et confiseries	n.d.	+0,6 %

Source : INS (2025, p. 19).

Ces hausses s'expliquent notamment par le renchérissement :

- des légumes frais en fruit ou en racine (oignons, tomates, gombos, haricots verts) et des légumes secs et oléagineux (haricots secs, gombos secs, pois secs, graines de courge, « djansan »), ainsi que des légumes frais en feuilles, des tubercules et des plantains ;
- des céréales et du pain, surtout du maïs en grain, du mil, du sorgho, du riz et des farines de maïs et de petit mil ;
- des poissons congelés et des produits de la mer séchés ou fumés ;
- de la volaille et de la viande de porc, qui ont contribué à la hausse des prix de la viande ;
- des œufs et du lait, ainsi que, plus modérément, des autres produits laitiers ;
- des confitures, miels, chocolats et confiseries.

Figure 4. Évolution en moyenne annuelle des prix des produits alimentaires, 2022-2024



Source : INS (2025, p. 19).

Source : INS (2024, p. 19).

Les augmentations des prix des légumes s'expliquent principalement par le renchérissement (i) des légumes frais en fruit ou en racine, tels que les oignons, tomates, gombos, et haricots verts, (ii) ainsi que des légumes secs et oléagineux, comprenant des haricots secs, gombos secs, pois secs, graines de courge et « djansan ». Les légumes frais en feuilles, ainsi que les tubercules et plantains (comme les plantains, bananes plantains, pommes de terre et ignames), ont également vu leurs prix augmenter.

-La hausse des prix des pains et céréales découle surtout de l'augmentation des prix des produits comme le maïs en grain, le mil, le sorgho, le riz, la farine de maïs et la farine de petit mil. La montée des prix des poissons et fruits de mer s'explique notamment par l'augmentation des prix des poissons congelés, ainsi que des produits de la mer séchés ou fumés.

-Les augmentations des prix de la volaille et de la viande de porc ont également considérablement contribué à la hausse des prix de la viande. En ce qui concerne les huiles et graisses, la baisse de 6,8% des prix est principalement due à la diminution des prix des huiles brutes et raffinées.
- Pour les « lait, fromage et œufs », l'augmentation est principalement imputable à la hausse des prix des œufs et du lait, ainsi qu'à une augmentation modérée des autres produits laitiers. Enfin, les prix des produits regroupés sous la catégorie *« sucres, confitures, miels, chocolats et confiseries »* ont progressé de 0,6%, essentiellement en raison de l'augmentation des prix des confitures, des miels, des chocolats et des confiseries.

Encadré 1 : Facteurs explicatifs de l'inflation

L'inflation résulte de la combinaison de facteurs explicatifs externes et internes.

I-Les facteurs externes

Les facteurs externes sont d'ordre économique, géopolitiques, environnementaux, et aussi liés à la dynamique mondiale des prix. Ils jouent un

rôle déterminant dans l'évolution des prix au niveau national, affectant directement les ménages, les entreprises et les politiques publiques.

Augmentation des prix mondiaux des matières premières : La reprise de la demande mondiale, couplée à des tensions géopolitiques, a maintenu les prix des produits énergétiques et alimentaires à des niveaux élevés. Les prix mondiaux des matières premières, notamment le pétrole, les engrais, le blé et les métaux, sont restés élevés en 2024, exacerbant les coûts d'importation pour le Cameroun. Les hausses des prix mondiaux du blé ou des céréales sont souvent liées à des conditions climatiques défavorables dans les pays producteurs, ou à des politiques de contrôle des exportations. En particulier, malgré des augmentations mensuelles régulières tout au long de l'année 2024, principalement dues à la hausse des prix des produits laitiers, de la viande et des huiles végétales, l'indice FAO des prix des produits alimentaires, qui suit les variations mensuelles des cours internationaux des produits alimentaires de base les plus échangés, est resté, dans l'ensemble, inférieur aux niveaux observés en 2023.

Fluctuation des taux de change : La dépréciation du franc CFA par rapport aux principales devises, notamment le dollar américain, a renchéri les importations, en particulier les denrées alimentaires et les intrants industriels. Si le dollar devient plus fort par rapport au franc CFA, les importateurs camerounais devront payer davantage pour les mêmes quantités de biens étrangers, ce qui se traduit par des hausses de prix sur le marché local.

Contexte post-pandémique du COVID-19 : Les séquelles de la pandémie du COVID-19 ont continué de perturber les chaînes d'approvisionnement mondiales, augmentant les coûts d'importation. Les tensions géopolitiques internationales, notamment le conflit Russo-Ukrainien et les tensions au proche Orient, ont maintenu les prix des céréales et des engrais à des niveaux élevés, impactant directement l'agriculture locale et les prix des produits alimentaires.

Carburants et énergie : L'évolution des prix mondiaux des carburants a exercé une influence sur les coûts de transport ainsi que sur la production d'énergie, impactant divers secteurs économiques. En 2024, le marché pétrolier a été marqué par une volatilité notable, reflétant les dynamiques de l'offre et de la

demande à l'échelle internationale. Cette variation des prix du pétrole a eu des répercussions sur l'inflation et le pouvoir d'achat des ménages, en particulier dans les pays fortement dépendants des importations énergétiques. Les gouvernements ont dû adapter leurs stratégies en matière de subventions aux carburants.

Chocs géopolitiques et conflits internationaux : les événements géopolitiques à l'échelle mondiale à l'exemple du conflit russo-ukrainien, le conflit israélo-palestinien dans la Bande de Gaza ont continué de perturber les chaînes d'approvisionnement mondiales, d'affecter les cours des matières premières et de limiter l'accès à certains biens. Ces perturbations ont eu pour impact de maintenir certains prix de certains produits (céréales, engrais, etc.) à des niveaux élevés. C'est ainsi que la valeur unitaire des céréales importées par le Cameroun en 2024 a enregistré une augmentation de 2,9% par rapport à 2023, tandis que celle du riz a bondi de 18,5%. Par ailleurs, les prix des poissons de mer congelés importés ont progressé de 3,8%.

II-Les facteurs internes

En plus des facteurs externes, plusieurs éléments internes contribuent également à l'inflation au Cameroun. Ces facteurs peuvent être d'ordre économique, politique, structurel ou liés à des dysfonctionnements dans les marchés locaux.

Changements climatiques et catastrophes naturelles : Le climat joue également un rôle de plus en plus important dans les fluctuations des prix. Le Cameroun étant un pays principalement agricole, les conditions climatiques affectent directement la production de biens de consommation, notamment les produits alimentaires. Les sécheresses prolongées, les inondations (notamment à l'Extrême-Nord) ou les vagues de chaleur peuvent compromettre les récoltes et perturber les circuits de production. Cela conduit à une diminution de l'offre et une augmentation des prix des produits locaux. Par exemple, des pénuries dans la production de maïs, de manioc ou d'arachide peuvent entraîner des hausses de prix, même dans les régions où ces produits sont traditionnellement produits.

Dépendance aux importations : Le Cameroun demeure dépendant des importations pour couvrir ses besoins en produit alimentaires, en énergie et en

biens manufacturés. Cette dépendance s'est accentuée en 2024 avec une hausse des importations de certaines catégories de produits stratégiques. En particulier, la facture des produits alimentaires industriels a connu une augmentation de 11,1% par rapport à 2023, atteignant 340,1 milliards de F CFA, tandis que les quantités importées ont progressé plus rapidement, enregistrant une hausse de 18,4%. Les céréales, qui constituent une composante essentielle des importations alimentaires, ont représenté une dépense de 543,7 milliards de F CFA en 2024, soit une hausse de 40% en glissement annuel, tandis que les quantités importées ont progressé de 36%. Cette catégorie est largement dominée par le riz, dont la facture a grimpé à 318,5 milliards de F CFA, affichant une augmentation marquée de 59% par rapport à l'année précédente, bien que les quantités importées aient progressé de 34%. Par ailleurs, l'importation de blé a atteint 214 milliards de F CFA, en hausse de 20% sur la même période, illustrant la pression croissante sur les marchés des produits céréaliers. Ces tendances traduisent non seulement une forte demande intérieure, mais aussi une vulnérabilité aux chocs extérieurs, notamment les fluctuations des prix des denrées alimentaires et les tensions géopolitiques influençant les marchés mondiaux.

Insuffisances dans les infrastructures logistiques : l'insuffisance des infrastructures, qu'il s'agisse des réseaux routiers, des capacités de stockage ou des infrastructures énergétiques, représente un obstacle au développement économique et exerce une pression structurelle sur les prix. Des routes dégradées entravent la fluidité du transport des marchandises, ce qui peut entraîner des pertes post-récoltes ainsi que des retards d'approvisionnement et des pénuries sur les marchés. Ces perturbations ne se limitent pas à des hausses de prix à court terme, elles engendrent également des incertitudes durables, susceptibles de freiner les investissements dans les filières agricoles et d'entraver leur croissance. Le secteur énergétique constitue un autre facteur déterminant de cette dynamique inflationniste. La fréquence des coupures d'électricité et le coût élevé de l'énergie pour les entreprises impactent directement le prix des biens produits localement.

Dysfonctionnements dans les marchés : les marchés peuvent parfois souffrir de dysfonctionnements structurels, tels que des monopoles ou des oligopoles.

Ces défaillances augmentent artificiellement les prix des biens et services, même en l'absence de pressions inflationnistes externes. Dans certains secteurs, quelques acteurs dominent le marché, ce qui leur permet de fixer les prix à des niveaux plus élevés que ceux qui seraient observés dans un marché plus compétitif.

Source : Institut National de la Statistique (2025). *Suivi de l'inflation au Cameroun : note sur l'évolution en 2024 et perspectives 2025.* Yaoundé. Janvier 2025.

Synthèse : conflits, déplacements forcés et vulnérabilité alimentaire

Les conflits armés aggravent fortement l'insécurité alimentaire au Cameroun. Dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, l'insécurité limite l'accès aux champs, réduit les superficies cultivées, perturbe les flux commerciaux et fragilise les moyens d'existence. Les déplacements forcés accentuent la pression sur les ressources, les marchés et les services de base, tant dans les zones d'accueil que dans les zones de départ. La réponse à cette crise ne peut donc reposer uniquement sur l'assistance humanitaire. Elle doit également renforcer la résilience des moyens d'existence, soutenir la production locale diversifiée, améliorer l'accès aux marchés et intégrer les cultures locales nutritives dans les stratégies de relèvement.

L'inflation alimentaire

Au niveau mondial, la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine, conjuguées aux chocs liés aux prix de l'énergie et aux politiques budgétaires et monétaires expansionnistes, ont créé un environnement idéal pour une inflation mondiale des prix des denrées alimentaires. Cette inflation affecte particulièrement les pays à faible revenu comme le Cameroun. Selon l'Institut national de la statistique, le taux d'inflation au Cameroun a atteint une moyenne

de 7,8 % en août 2023 (INS, septembre 2023) contre 6,3 pour cent en août 2022 (INS, 2023). Ce taux dépasse le seuil de trois pour cent fixé par la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). En dépit des efforts du gouvernement pour contrôler les pressions inflationnistes, y compris par l'interdiction des exportations de céréales depuis décembre 2021, les prix des denrées alimentaires ont augmenté en moyenne de 13,3 % au cours de la même période, et demeurent le principal moteur de la forte inflation au Cameroun (INS, 2023). Les prix des denrées alimentaires importés (riz, blé et huile alimentaire) ont poursuivi leur augmentation dans tout le pays, dépassant la moyenne de l'année précédente et même la moyenne quinquennale. Ce phénomène est dû à la réduction des importations internationales dans le pays en raison de la hausse des prix internationaux et des coûts de transport. Par ailleurs, la fin de l'Initiative céréalière de la mer Noire et les restrictions à l'exportation du riz appliquées en Inde ont probablement eu un impact sur la disponibilité de ces produits. Le prix du riz à l'importation, principal aliment consommée en période de soudure alimentaire, a connu une augmentation régulière depuis le début de la pandémie de COVID-19, en 2020, en raison de l'impact de celle-ci sur les cours mondiaux des denrées et des carburants. En septembre 2023, le prix du riz au Cameroun était, en moyenne, 7 % plus élevé que l'année 2022, et plus de 35 % plus élevé qu'en 2020. Par ailleurs, selon une étude de suivi réalisé par FEWS NET (2025)[1], les prix des céréales récoltées localement, telles que le maïs, le sorgho et le mil, restent élevés, demeurant supérieurs à la moyenne sur tous les marchés suivis. D'après cette étude, la raison principale en est l'offre limitée liée à une réduction de la production dans les zones touchées par les conflits armés (l'Extrême-Nord en proie à Boko Haram, le Nord-Ouest et Sud-Ouest confrontées à un conflit sécessionniste), à la perturbation des flux commerciaux et à la flambée des coûts de transport. Les ménages dépendent également des marchés plus tôt et plus longtemps en raison de l'épuisement rapide de leurs stocks[2].

[1] FEWS NET est l'un principaux fournisseurs d'alertes précoces et d'analyse sur l'insécurité alimentaire aiguë dans le monde. FEWS NET s'appuie sur un réseau mondial de partenaires pour signaler et fournir des informations pertinentes sur la gravité de l'insécurité alimentaire dans des dizaines de pays y compris le Cameroun.
[2] FEWS NET, « Cameroun. Perspectives sur la sécurité alimentaire : Octobre 2023 - Mai 2024 », 2025.

La dépendance à l'exportation des produits alimentaires

L'inflation alimentaire constitue un facteur central de vulnérabilité des ménages camerounais. Selon l'INS, l'inflation générale s'est établie à 4,5 % en 2024, contre 7,4 % en 2023, tandis que les prix des produits alimentaires ont progressé de 5,6 % après une hausse de 11,1 % en 2023. Cette évolution reste supérieure au seuil de 3 % retenu par la CEMAC et pèse particulièrement sur les ménages à faible revenu, dont l'alimentation représente une part importante des dépenses.

Cette pression sur les prix résulte de facteurs externes — évolution des cours mondiaux, coûts du transport, fluctuations du change et tensions géopolitiques — et de contraintes internes : faiblesse de la productivité, pertes post-récoltes, insuffisance des infrastructures de stockage et de transport, ainsi que dépendance à l'égard des importations de céréales, de poissons, d'huiles et d'autres produits de première nécessité. La réduction de cette vulnérabilité suppose donc de renforcer simultanément la production locale, la transformation, la conservation, la logistique et les marchés.

4. Les limites des systèmes agricoles et alimentaires actuels

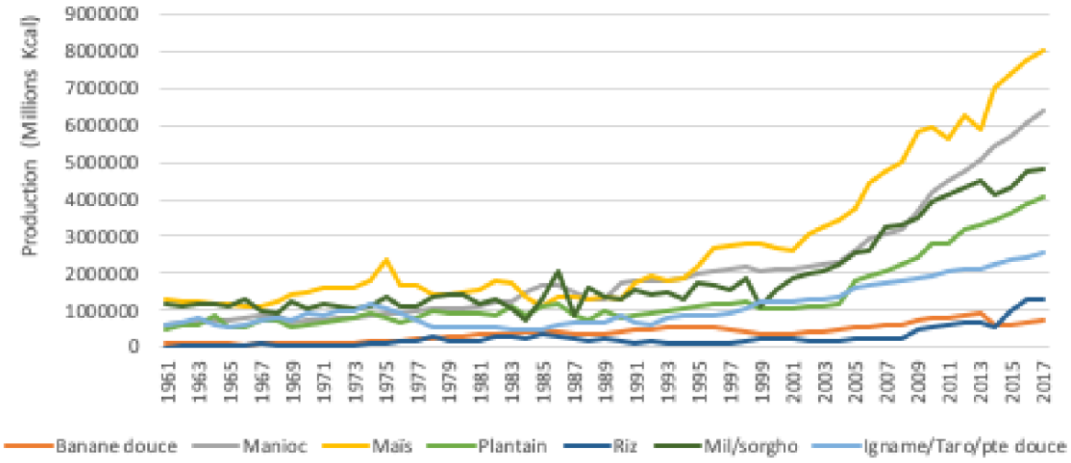
Les systèmes agricoles et alimentaires actuels sont confrontés à trois problèmes majeurs : (i) une faible productivité, aggravée par la dégradation de l'environnement, notamment l'érosion des sols, et par la crise des intrants agricoles ; (ii) la concentration sur quelques cultures de base, qui entraîne des régimes alimentaires déséquilibrés et, à terme, la malnutrition ; (iii) une production conventionnelle à intrants élevés et à rendement élevé, qui rend l'agriculture plus vulnérable aux chocs environnementaux. Ces trois problèmes se déclinent en quatre séries de contraintes, examinées successivement : la productivité et les intrants, les pertes post-récoltes et le financement, la biodiversité et le foncier, enfin la pauvreté, la démographie et les régimes alimentaires.

4.1 Une productivité faible, des sols appauvris et des intrants hors de portée

Selon les zones agroécologiques, les principaux systèmes de production reposent sur des combinaisons de productions vivrières, associées au petit élevage familial et à une culture de rente pour l'exportation (cacao, coton, café). Depuis une cinquantaine d'années, la production agricole a augmenté, grâce à l'expansion des surfaces cultivées et à la croissance du nombre d'agriculteurs, mais les rendements moyens restent faibles et stagnants (peu de mécanisation, peu d'intrants). Les terres agricoles sont ainsi passées de 16 % des terres arables en 1965 à **21 % en 2018** (MINEPAT, 2016). Des variétés améliorées et des pratiques culturales et post-récolte ont été mises au point par les institutions nationales de recherche, avec l'appui des systèmes de recherche internationaux, mais leur adoption par les paysans reste limitée, en raison de services de vulgarisation et de semences peu efficaces, et de techniques mal adaptées aux conditions paysannes. Le faible développement de la valeur ajoutée locale et

des systèmes de commercialisation ne favorise pas non plus une production davantage tournée vers les marchés (Banque mondiale, 2020, p. 31).

Figure 5. Évolution de la production vivrière au Cameroun, 1961-2016 (millions de kcal)



Source : Banque mondiale (2020, p. 31).

Cette faible productivité est attribuée à plusieurs facteurs : l'érosion de la fertilité des sols due à leur surexploitation et à des techniques non durables ; la faible disponibilité et la forte variabilité de l'eau de pluie dans les zones septentrionales ; les difficultés d'accès à la terre dans les zones à forte densité de population et les conflits agropastoraux ; le faible accès aux innovations et techniques adaptées ; les dégâts causés par les ennemis des cultures (agents phytopathogènes, vertébrés, insectes, nématodes, mauvaises herbes) ; et la faible utilisation de fertilisants organiques et minéraux sur des sols souvent très pauvres en nutriments, notamment en azote. Les ravageurs et les maladies affectent la production vivrière, directement par des pertes de cultures, ou indirectement par la perte de revenus des cultures commerciales. La volatilité accrue du climat et les modifications de la couverture végétale (déforestation, érosion) augmentent la fréquence et l'intensité des ravageurs et des maladies, et donc les pertes, ce qui menace la sécurité alimentaire et les moyens d'existence des ménages ruraux (MINADER et IRAM, 2017, p. 54).

Cette faible productivité tient en grande partie à la dégradation des terres agricoles. Les dix régions du Cameroun sont confrontées à la dégradation des terres et des écosystèmes et au changement climatique. Les milieux arides et

semi-arides, comme la zone soudano-sahélienne, sont les plus touchés et sont évalués comme les plus fragiles. La forte exposition de ces régions à la sécheresse et aux pluies irrégulières provoque des pénuries d'eau, qui réduisent l'humidité des sols et accentuent leur érosion. Les causes directes sont les pratiques agricoles et d'élevage non durables, la surexploitation du bois pour la production de charbon, la mauvaise gestion des incendies et les changements climatiques. Les causes indirectes sont la croissance démographique, les conflits fonciers et l'insécurité. Sans action, les rendements des cultures pluviales telles que le riz, l'oignon, le maïs et l'arachide devraient chuter de manière significative d'ici 2050 (FAO, 2023). Les zones agroécologiques arrosées ne sont pas épargnées : les fortes précipitations y provoquent des inondations, surtout lorsque la couverture végétale du sol est faible.

L'acidité des sols varie selon les régions. Les sols des hauts plateaux de l'Ouest sont majoritairement rouges et ferralitiques, tandis que ceux du Nord, ferrugineux, sont plus exposés à l'acidification sous culture (Guimbirke Garba, 2012). Les fortes pluies provoquent un lessivage des éléments nutritifs et une altération chimique du sol. L'acidité est grave là où les précipitations annuelles dépassent l'évapotranspiration, et constitue l'une des principales causes de la faible productivité. Les pratiques culturales non durables aggravent l'érosion, la salinisation et l'acidification. Les jachères disparaissent massivement dans les zones densément peuplées, comme les hauts plateaux de l'Ouest, sans que les paysans aient adopté largement des méthodes d'amélioration de la fertilité. L'exploitation ininterrompue des terres et l'absence de rotation des cultures épuisent le carbone organique du sol, qui devient moins réactif aux engrais (Jacquemot, 2023, p. 13).

L'appauvrissement des sols pose enfin la question de l'accès aux intrants. Les sols agricoles sont de plus en plus appauvris : généralement déficients en éléments minéraux, ils reçoivent des apports organiques largement insuffisants, ce qui provoque des carences nutritionnelles chez les plantes. Cette dégradation entraîne la baisse des rendements, l'aggravation de l'insécurité alimentaire et une dépendance accrue des producteurs aux intrants chimiques. Nourrir le sol est pourtant un acte délicat : un faible niveau d'engrais

se traduit par une mauvaise productivité, mais un emploi intensif pollue le sol. Au mieux, les fertilisants doivent être conçus sur mesure pour répondre aux besoins des différents types de sols, selon les principes des « 4 R » de la gestion des nutriments : le bon engrais, dans la bonne quantité, au bon moment et au bon endroit (Jacquemot, 2023, p. 65).

Le Cameroun dépend de l'importation des engrais et des produits phytosanitaires. Selon l'INS (2024), le pays a dépensé 173,9 milliards de FCFA en importations d'engrais sur la période 2021-2023, avec une hausse de 76,2 % en 2023 (contre +82 % en 2022). Le pays ne dispose d'aucune unité industrielle spécialisée dans la production d'engrais. La Russie est le premier fournisseur, avec 43 % des parts de marché, contre 11 % pour la Chine. Pour les pesticides, près de 80 % des importations en quantité de produits formulés provenaient de la Chine en 2018, devant l'Inde (9 %) et la France (3 %) (Initiative PRETAG, 2024, p. 8). La valeur globale des importations phytosanitaires progresse nettement de 2006 à 2022.

À la dépendance aux importations s'ajoute l'inflation des prix des intrants, consécutive à la période post-COVID et amplifiée par la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Elle affecte particulièrement les petits producteurs, dont le pouvoir d'achat est faible : leur utilisation d'engrais et de produits phytosanitaires diminue, avec des conséquences négatives sur la production. L'approvisionnement pose un autre problème : dans l'Est, par exemple, seuls les producteurs du Haut-Nyong et du Lom-et-Djérem ont accès aux produits phytosanitaires, grâce à leur proximité avec les centres urbains (Yaoundé, Douala, Bertoua), qui disposent de structures de vente agréées. Face à ces difficultés, les producteurs recourent à des produits phytosanitaires non homologués. Une évaluation de la campagne agricole 2019-2020 dans les régions de l'Adamaoua, de l'Est, de l'Extrême-Nord, du Nord et de l'Ouest montre que presque tous les départements enquêtés sont touchés, à des degrés divers. Le phénomène est plus marqué dans l'Extrême-Nord (Mayo-Kani, Mayo-Sava, Mayo-Tsanaga, Logone-et-Chari), l'Adamaoua (Djérem, Faro-et-Déo, Vina), le Nord (Mayo-Rey) et l'Ouest (Noun). Les raisons invoquées sont l'attractivité des prix, l'absence de structures de vente agréées (notamment dans le Logone-et-

Chari), la proximité du Nigéria et du Tchad, qui fournissent ces produits à bas prix, et l'ignorance des effets néfastes de ces produits sur le sol, les cultures et la santé humaine. Ces produits détériorent la qualité des sols, entraînent une perte de biodiversité et une baisse de la production, et menacent la santé humaine du fait de leur forte rémanence dans les produits consommés (DESA, 2020, p. 20).

4.2 Des pertes post-récoltes élevées et un financement insuffisant

Le rendement est souvent exprimé « en récolte » : il exclut alors les pertes en bord de champ, pendant le transfert jusqu'à la ferme puis au marché, et les parties inutilisables des produits. Des céréales aux fruits et légumes, les pertes post-récoltes (PPR) se posent partout avec acuité (Jacquemot, 2023, p. 16). Elles surviennent à chaque maillon de la chaîne de valeur : pendant la récolte, du fait de techniques qui endommagent le produit, et pendant le stockage, du fait de conditions inappropriées (humidité élevée, température excessive, mauvaise ventilation, infestations parasitaires).

La revue stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Cameroun (PNSA/PAM, 2016) estime le manque à gagner à plus de 25 % de la production agricole. Selon cette revue, 20 % du maïs, du mil et du riz seraient perdus chaque année, et jusqu'à 40 % de la production de manioc, de légumineuses, d'oignon et de tomate. Pour les produits d'élevage, les pertes varient de 5 % (volailles) à 40 % (œufs et lait). Les statistiques de la FAO (2019) sont alarmantes : on estime à 40 % les pertes de la production totale avant le consommateur final. Les PPR s'expliquent par plusieurs facteurs :

- **La piètre qualité des infrastructures de transport.** Dans certaines zones de production, les producteurs ne peuvent accéder à leurs champs faute de routes aménagées. Ils empruntent des sentiers et traversent des marécages à pied, chargés, ce qui réduit leur potentiel. Chaque année, la majeure partie des produits maraîchers (tomate, piment, pastèque) et des produits saisonniers (plantain, banane, macabo, maïs) pourrit dans les zones enclavées. L'étape initiale d'acheminement, du point de collecte aux

routes secondaires, est la plus coûteuse : les charges de transport du premier kilomètre peuvent représenter plus d'un cinquième du coût total. L'impraticabilité des pistes rurales, les tracasseries policières, les méthodes de conditionnement et le manque d'information accroissent les pertes de racines et de tubercules.

- **L'insuffisance des structures et équipements de transformation**, associée à une faible maîtrise des techniques de transformation et de conservation.
- **Une mauvaise organisation de la chaîne commerciale**, où les producteurs rencontrent des problèmes de commercialisation faute de système d'information sur le marché et en raison de leur faible organisation.

À ces pertes s'ajoute un sous-financement chronique du secteur agricole. L'agriculture camerounaise, comme celle de la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, souffre d'un déficit endémique de financement, l'un des principaux obstacles à sa croissance. Les ressources publiques allouées au secteur sont très faibles au regard de sa contribution à l'économie. Selon le rapport de l'IRAM (2017) sur l'évaluation des risques agricoles, l'insuffisance des financements en milieu rural se traduit par :

- des difficultés d'accès au crédit : seuls 2 % de la population active rurale ont un crédit auprès d'un établissement formel ;
- l'insuffisance des structures de financement (un établissement de microfinance pour 149 000 habitants) et de produits adaptés au secteur rural ;
- l'insuffisance d'information et la faible mobilisation de l'épargne rurale (57,9 % de la population rurale déclarent épargner, mais seulement 7,8 % dans un EMF formel) ;
- la faible capacité des producteurs à monter des projets bancables.

Malgré l'essor de la microfinance depuis les années 2000, le financement de l'agriculture par les EMF reste très limité (5 % de leurs crédits), faute de dispositifs permettant de maîtriser les risques liés aux achats de court terme (intrants) et aux investissements de plus long terme (matériel agricole,

infrastructures de stockage) (MINADER et IRAM, 2017, p. 71). Les coûts des services financiers sont prohibitifs pour la très grande majorité des exploitations familiales. Cette situation s'explique par un risque de crédit élevé, associé au manque d'épargne de long terme et de garanties conventionnelles en milieu rural ; par des coûts de transaction élevés et des procédures lourdes ; et par une mauvaise connaissance du marché, des institutions financières semi-formelles et des besoins des exploitations (MINFI, 2011).

Les risques de crédit touchent à la fois les EMF et les emprunteurs (MINADER et IRAM, 2017, pp. 71–72). Pour les EMF, ils tiennent aux impayés (faible solvabilité des emprunteurs), à la mauvaise qualité du portefeuille et à la fragilité du refinancement, faute de dispositifs de garantie. Pour les emprunteurs, ils tiennent aux problèmes d'agrément et de supervision des EMF (un nombre important d'entre eux ont été fermés en 2011 et 2012), à une offre insuffisante et mal répartie géographiquement (fort déficit dans l'Est, le Sud et l'Adamaoua) et à l'absence de produits adaptés aux activités agropastorales, compte tenu de faibles capacités de remboursement. Selon MINADER/PADMIR (2016), les EMF sont déséquilibrés au détriment des zones rurales, où seuls 38 % d'entre eux sont implantés. Ils proposent surtout des dépôts à vue, qu'ils ne peuvent transformer en crédits à moyen et long terme faute d'engagement de la population (défiance envers les institutions, taux d'intérêt annuels de 18 à 60 % [MINFI, 2013]). Pour contourner ces obstacles, les producteurs recourent aux prêts des tontines, dont les intérêts sont moins élevés.

Les politiques de financement de l'agriculture devraient être reconstruites pour corriger les imperfections des marchés financiers locaux. Les fonds publics et privés (agences de développement, fondations, entreprises, ONG), parfois porteurs d'innovations, devraient être canalisés vers des mécanismes incitatifs de soutien à l'agriculture, à la pêche et à l'élevage (Jacquemot, 2023, p. 32).

4.3 Une biodiversité agricole menacée et des contraintes foncières

La biodiversité est le fondement de l'approvisionnement alimentaire local. Dans le continent africain, le Cameroun occupe le quatrième rang pour la richesse de la flore et le cinquième pour la diversité faunique. Il abrite 92 % des écosystèmes de l'Afrique et près de la moitié des espèces d'oiseaux et de mammifères du continent. Il compte 8 300 espèces de plantes, 335 espèces de mammifères, 913 espèces d'oiseaux et 542 espèces de poissons d'eau douce et saumâtre (WWF, AFD et MINEPDED, 2021, p. 21). Le pays a été divisé en six grands écosystèmes : marin et côtier, forêt tropicale dense et humide, montagnes, savane tropicale boisée, eau douce et semi-aride (Onana, 2018).

Cette biodiversité est toutefois en danger. Selon la Commission de sauvegarde des espèces de l'UICN, 6 193 espèces ont été évaluées pour le Cameroun depuis 2003, dont 1 097 (17,71 %) sont menacées d'extinction (catégories CR, EN et VU) (WWF, AFD et MINEPDED, 2021, p. 61).

- **Plantes :** 2 420 espèces végétales ont été évaluées, dont 734 (30,33 %) sont menacées d'extinction à l'échelle mondiale. 361 espèces et sous-espèces sont strictement endémiques au Cameroun, soit un taux d'endémisme d'environ 15 %. Dans l'écosystème marin, une seule espèce végétale est endémique, tandis que les autres écosystèmes comptent 75 à 92 % d'espèces endémiques et menacées d'extinction.
- **Faune :** 3 773 espèces ont été évaluées, dont 363 (9,62 %) sont menacées d'extinction à l'échelle mondiale. 25 % des espèces fauniques de l'écosystème montagnard sont menacées. L'écosystème de forêt tropicale dense humide abrite 28 espèces fauniques menacées (9 % des espèces évaluées), et les autres écosystèmes ont chacun plus de 7 % de leurs espèces menacées. 270 espèces fauniques sont strictement endémiques, soit 7 % des espèces évaluées (UICN, 2021).

Ces menaces font peser un risque considérable sur les systèmes alimentaires, l'économie, le bien-être et la santé. Les moteurs directs de la perte de biodiversité sont l'agriculture itinérante sur brûlis, le braconnage, la surexploitation des produits forestiers non ligneux, les pratiques non durables,

le changement climatique et ses effets (inondations, sécheresse), les pollutions et l'introduction d'espèces envahissantes. Les moteurs indirects sont d'ordre socio-économique : pression démographique, paupérisation des ménages ruraux, mauvaise gouvernance foncière et territoriale, faible connaissance des techniques d'exploitation durable et absence d'accompagnement par les services techniques (WWF, AFD et MINEPDED, 2021, p. 76). La diversité des espèces végétales sauvages utilisées pour l'alimentation est elle aussi menacée par la dégradation des habitats. Les répercussions sur les moyens d'existence des communautés sont multiples, d'autant que les changements climatiques affectent de plus en plus les cultures, que les actifs des agriculteurs diminuent et que les choix des consommateurs en matière de régimes sains et nutritifs se réduisent **(FIDA, 2021, p. 1)**.

La pression sur les ressources naturelles se manifeste aussi dans le domaine foncier. De nombreux partenaires au développement agricole mettent en avant la grande disponibilité du Cameroun en terres à cultiver. Au vu des données présentées en section 1.2, cette thèse paraît pertinente. La réalité est toutefois plus complexe : la non-utilisation apparente de terres ne signifie pas leur pleine disponibilité pour une agriculture durable. Comme le fait remarquer Jacquemot (2023), dans la perception dominante de « l'Afrique vide », les contraintes écologiques sont toujours sous-estimées, alors qu'elles réduisent sensiblement l'étendue des disponibilités réelles. La saturation foncière est de plus en plus prégnante. La croissance de la population a modifié les structures des espaces pastoraux de plusieurs zones agroécologiques, comme les hauts plateaux de l'Ouest, et les défrichements se sont poursuivis au détriment des zones forestières et des aires de pâturage. Avec la croissance de la population rurale et l'urbanisation rapide, la surface disponible par travailleur agricole pourrait passer d'un peu plus d'un hectare à environ 0,7 ha.

L'accès aux terres non exploitées est en outre soumis à des contraintes sociales et juridiques. Le régime foncier est extrêmement précaire pour un grand nombre de producteurs ruraux. Le droit foncier est hybride, avec la coexistence du droit coutumier et du droit positif. Trois statuts fonciers

existent (MINADER et IRAM, 2017, p. 44), dont la répartition est donnée dans le Tableau 9.

Tableau 9. Statuts fonciers des ménages ruraux

Statut	Description	Part des ménages
Propriété légale	Agriculteurs disposant d'un titre légal de propriété	11 %
Propriété coutumière	Ménages propriétaires sans titre légal, sur le domaine national mis en valeur par les communautés coutumières	Environ deux tiers
Insécurité foncière totale (« squatters »)	Ménages exploitant des terres qui ne leur appartiennent pas, sans caution légale ni légitime	19 %

Sources : Niee Foning et al. (2011), données ECAM 3 ; Alden (2011) ; MINADER et IRAM (2017, p. 44).

La première loi foncière date de 1974 et ne reconnaît pas la propriété coutumière comme équivalente aux droits réels de propriété immobilière. La plupart des terres ne sont pas enregistrées et peuvent être cédées en pleine propriété, à bail ou dans le cadre de licences d'occupation exclusives au profit de bûcherons, de miniers, d'éleveurs, d'entrepreneurs du secteur des biocarburants ou de l'alimentation, ou de l'État (forêts domaniales). L'insécurité foncière provoque des conflits récurrents, décourage l'investissement dans des équipements agricoles modernes et pèse sur la productivité (Niee Foning et al., 2011). Le processus d'immatriculation, complexe, coûteux et centralisé dans la capitale, est très peu accessible aux ménages ruraux pauvres. Il ne concerne que les propriétaires coutumiers ayant défriché ou cultivé les terres, sans prendre en compte les prés, pâturages et forêts, ce qui ne permet pas une gestion inclusive et durable des ressources.

4.4 Pauvreté, pression démographique et régimes alimentaires déséquilibrés

Au-delà des contraintes agricoles, des facteurs économiques et sociaux pèsent sur l'alimentation, à commencer par la pauvreté, facteur majeur de sous-alimentation au Cameroun comme ailleurs. Le droit à une alimentation adéquate est un droit humain essentiel, pourtant des millions de personnes subissent l'insécurité alimentaire. La pauvreté et les inégalités croissantes en sont l'une

des premières causes : elles affaiblissent, voire anéantissent, les droits à une alimentation adéquate, au logement, à la santé, à l'eau potable et à l'éducation (HCDH, 2025).

Selon l'évaluation de la pauvreté de 2024 de la Banque mondiale, environ 4 Camerounais sur 10 vivent sous le seuil de pauvreté national, et cette situation a peu changé en deux décennies. La cinquième Enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM 5), dont les données ont été collectées entre octobre 2021 et septembre 2022, indique que 37,7 % des Camerounais vivaient sous le seuil de pauvreté national de 296 691 FCFA par personne et par an, soit 3,04 dollars PPA de 2017 (environ 813 FCFA par jour). Compte tenu de la croissance démographique et de la stagnation de la réduction de la pauvreté, le nombre de personnes pauvres a augmenté d'environ deux tiers entre 2001 et 2021, passant de 6,2 à 10,3 millions (Banque mondiale, 2025, p. 5).

La pauvreté reste concentrée en milieu rural, où son incidence est de 56,3 %, contre 21,6 % en milieu urbain. Les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest, du Nord, de l'Adamaoua et de l'Est sont les plus concernées, avec des niveaux supérieurs à la moyenne nationale (INS, 2024 ; Banque mondiale, 2024, p. 12). La pauvreté urbaine est toutefois en hausse : après avoir diminué dans les années 2000, elle a vu ces gains anéantis, et son taux comme le nombre de personnes pauvres en ville ont presque doublé entre 2014 et 2021 (Banque mondiale, 2024, p. 6). Cette hausse s'accompagne de nouveaux défis en matière de développement urbain (pollution, surpopulation) et d'alimentation. Les inégalités de consommation restent élevées : les 20 % de ménages les plus riches consomment dix fois plus que les 20 % les plus pauvres.

Ces niveaux de pauvreté et la faible croissance contrastent avec le potentiel du pays en capital naturel : terres agricoles fertiles, agroécologie extrêmement diversifiée (cacao, café, coton, manioc), vastes forêts riches en biodiversité, qui placent le Cameroun parmi les dix pays les plus boisés d'Afrique (Banque mondiale, 2024, p. 6).

Dans ce contexte, les ménages pauvres qui achètent leur nourriture, en particulier en ville, font face à un coût élevé de l'alimentation. Selon la FAO (2023), le coût d'une alimentation saine est de 3,57 dollars par personne et par

jour, en moyenne plus élevé (en parité de pouvoir d'achat) qu'en Amérique du Nord et en Europe, où il s'établit à 3,22 dollars. Or, selon l'ECAM 5 publiée par l'INS le 24 avril 2024, près de deux Camerounais sur cinq vivent sous le seuil de pauvreté de 813 FCFA par jour et par personne, soit environ dix millions de personnes en 2022 pour une population estimée à environ 27 millions d'habitants. Au regard de ces chiffres, plus de dix millions de Camerounais ne disposent vraisemblablement pas d'un pouvoir d'achat suffisant pour s'offrir quotidiennement une alimentation saine.

La pression démographique aggravera ces difficultés. Selon la Banque mondiale (2025), la population du Cameroun était estimée en 2024 à 29 123 744 habitants, avec un taux de croissance annuel de 2,5 à 2,7 %. L'urbanisation rapide est l'un des traits majeurs de la dynamique socio-spatiale du pays : la proportion de citadins est passée de 28,1 % en 1976 à 37,9 % en 1987, puis à 52 % en 2010, avec un accroissement de 6 à 6,5 % par an, ce qui exerce une forte pression sur les villes et accroît leur vulnérabilité aux risques naturels (Banque mondiale, 2017, p. 8). Selon les projections du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, la population atteindra 51 096 316 habitants en 2050 (UN DESA, 2024), et 70 % des Camerounais vivront alors en milieu urbain (Banque mondiale, 2025). Ces perspectives posent la question de la capacité des agricultures locales à satisfaire les besoins alimentaires d'une population en forte croissance.

Ces évolutions s'inscrivent dans un contexte de régimes alimentaires peu diversifiés. La structure de la consommation alimentaire montre des régimes peu diversifiés malgré le potentiel de production vivrière. Les produits amylacés, en particulier à base de manioc, sont les plus consommés (156 kg par personne et par an), suivis des céréales (142 kg) et du plantain (108 kg) ; viennent ensuite les bananes (29 kg) et les tomates (21 kg) (INS, cité par FAO, Union européenne et Cirad, 2022, p. 15). Il existe peu de signes d'une transition alimentaire, à l'exception de la consommation d'huiles, nettement plus élevée chez les ménages non pauvres ou urbains. Les populations les plus touchées par la sous-alimentation vivent dans les régions du Nord, de l'Extrême-Nord, de l'Adamaoua et de l'Est ; leur alimentation repose sur les céréales, et elles sont

pauvres et majoritairement rurales (Ambagna, 2018). Les niveaux et la structure de la consommation dépendent de la diversité agroécologique et culturelle, des revenus, des capacités d'accès aux denrées et du lieu de résidence, malgré une tendance à l'homogénéisation. Les produits bruts et les produits transformés artisanalement sont plus présents en milieu rural, mais les structures de consommation tendent à se rapprocher, et la restauration hors foyer en milieu urbain a des implications nutritionnelles (FAO, Union européenne et Cirad, 2022, pp. 15–16).

Le septième cycle de l'enquête DIEM de la FAO, mené en janvier et février 2025 auprès de 2 110 ménages des dix régions, montre une situation contrastée : 96 % des ménages ont une alimentation de qualité moyenne ou élevée, mais une partie de la population reste confrontée à des déficits nutritionnels. Les régimes reposent largement sur les céréales, les condiments, les huiles et les légumes, tandis que l'accès aux protéines animales, aux fruits et aux tubercules reste limité, en raison de contraintes économiques et d'habitudes alimentaires régionales (FAO, 2025, p. 9).

Un régime monotone entraîne une malnutrition par carence : l'apport en vitamines, minéraux ou oligo-éléments (vitamine A, zinc, iode, fer) ne suffit pas à assurer une bonne santé et un bon développement. Les facteurs en sont multiples : mauvaise alimentation, besoins accrus non satisfaits pendant la grossesse ou l'allaitement, maladies, infections et parasites. Les produits amylacés constituent la plus grande part de l'approvisionnement alimentaire national, alors que l'OMS recommande, contre la carence en fer et l'anémie, de diversifier l'alimentation en y incluant des aliments riches en fer.

S'ajoutent de mauvaises pratiques alimentaires. Selon l'analyse IPC de la malnutrition aiguë (IPC, 2024, p. 2), l'alimentation de complément est mal assurée : seuls 16 % des enfants de 6 à 23 mois reçoivent un apport alimentaire minimal acceptable, et la moyenne nationale du régime alimentaire minimum acceptable (diversité et fréquence) est de 9,6 %, avec un minimum de 3,3 % dans l'Adamaoua et un maximum de 27,9 % dans le Sud-Ouest.

Les mauvaises habitudes alimentaires ont aussi un coût sanitaire caché. Une étude de la FAO (2024) portant sur 156 pays estime les coûts cachés des

systèmes agroalimentaires à environ 12 000 milliards de dollars par an, dont environ 70 % (8 100 milliards) proviennent de modes d'alimentation malsains, liés à des maladies non transmissibles (maladies cardiaques, accidents vasculaires cérébraux, diabète), soit bien plus que les coûts liés à la dégradation de l'environnement et aux inégalités sociales. L'étude identifie 13 facteurs de risque alimentaires, notamment une consommation insuffisante de céréales complètes, de fruits et de légumes, une consommation excessive de sodium et une consommation élevée de viande rouge transformée, avec des différences notables d'un système agroalimentaire à l'autre. Dans la plupart des systèmes, le principal facteur de risque est la faible consommation de céréales complètes ; dans les systèmes de crise prolongée (conflits, instabilité, insécurité alimentaire généralisée) et dans les systèmes traditionnels (productivité plus faible, adoption limitée des technologies, chaînes de valeur plus courtes), la principale préoccupation est la faible consommation de fruits et de légumes.

Conclusion de la première partie

Ce diagnostic met en évidence un paradoxe : le Cameroun dispose d'atouts agricoles et naturels considérables, mais une part importante de sa population reste confrontée à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition. Celles-ci résultent de la combinaison de chocs climatiques, de conflits armés, d'une inflation durable des prix alimentaires, d'une forte dépendance aux importations et de contraintes structurelles : faible productivité, dégradation des sols, pertes post-récoltes, sous-financement, insécurité foncière, pauvreté et régimes alimentaires peu diversifiés. Face à ces défis, il est urgent d'explorer de nouvelles alternatives pour construire des systèmes alimentaires plus diversifiés, durables et résilients (Arce Gómez, 2025). Les « cultures d'opportunité » constituent une partie de la solution : la seconde partie en présente les atouts et les conditions de développement.

Partie 2. Les espèces négligées et sous-utilisées : une voie alternative pour relever les défis de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Depuis des siècles, les communautés locales et autochtones du Cameroun, comme ailleurs dans le monde, cultivent et consomment une grande variété de cultures vivrières hautement nutritives : variétés indigènes et sauvages de légumes, de fruits, d'herbes aromatiques, d'épices et d'autres aliments cultivés en montagne, en forêt, dans les fermes et dans les jardins communautaires. Les petits exploitants familiaux sont les gardiens de ces espèces et de leurs systèmes de biodiversité (APFP, FO4A et ARISE, 2022). Cependant, l'agriculture conventionnelle, soucieuse de profits immédiats, a encouragé l'usage de semences et de cultures commerciales au détriment des cultures indigènes. De nombreuses variétés alimentaires traditionnelles ont ainsi disparu de la chaîne de production, les habitudes alimentaires ont changé, et de nombreuses communautés ont abandonné la production d'aliments indigènes, aujourd'hui proches de l'oubli.

Ces espèces sont de plusieurs types : racines et tubercules (patate douce, ignames à bulbilles, igname sauvage), fruits (tamarillo, néflier, melon), légumes (amarantes, morelle, chayote), épices (curcuma, gingembre, jujube), céréales et pseudo-céréales (fonio, quinoa) et légumineuses (niébé). Cultivées depuis des générations par des communautés rurales, souvent dans des conditions difficiles, elles ont contribué à la nutrition, à la santé et à la culture de différentes aires géoculturelles du Cameroun. Longtemps peu valorisées, elles voient leur potentiel de plus en plus reconnu. Cette partie présente ce que sont ces espèces, leurs rôles, les opportunités et les obstacles à leur développement, puis des recommandations pour réaliser leur potentiel au Cameroun. Elle soutient qu'en exploitant leur capacité d'adaptation et en les intégrant dans les systèmes agroalimentaires, le Cameroun peut mieux lutter contre le changement climatique et assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des générations actuelles et futures (FAO, 2024, p. 1).

1. Les espèces négligées et sous-utilisées : définition et caractéristiques

Avant d'examiner leurs apports, il faut préciser ce que recouvrent les espèces négligées et sous-utilisées. Ce chapitre en propose d'abord une définition, puis en présente les principales caractéristiques.

L'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) qualifie ces cultures d'espèces négligées et sous-utilisées (NUS). Selon la FAO, elles regroupent un large éventail d'espèces végétales historiquement marginalisées dans les systèmes agroalimentaires, qui ne sont en règle générale pas commercialisées comme produits de base : céréales et pseudo-céréales, racines et tubercules, fruits et fruits à coque, légumes, légumineuses, épices, condiments et colorants alimentaires (FAO, 2024, p. 3).

Sur le plan conceptuel, la notion d'espèces négligées et sous-utilisées a été introduite par Bioversity International pour désigner les espèces végétales (sauvages, semi-domestiquées ou entièrement domestiquées) délaissées par la recherche et le développement (Eyzaguirre et al., 1999). Le terme « négligées » souligne le faible niveau d'investissement de la recherche dans ces espèces par rapport aux grandes cultures de base, tandis que « sous-utilisées » signifie que leur potentiel pour les moyens d'existence reste inexploré (FIDA et Bioversity International, 2021, p. 5). Plusieurs synonymes sont utilisés : mineures, sous-développées, orphelines, prometteuses, perdues, alternatives, traditionnelles, cultures de niche, cultures du futur, aliments intelligents du futur (*Future Smart Food*), cultures d'opportunité. Le Tableau 10 présente d'autres termes employés pour décrire les aliments oubliés selon leur statut actuel ou leur potentiel futur.

Tableau 10. Termes utilisés pour désigner les aliments oubliés

Le tableau 10 présente les principaux termes employés, selon les institutions et auteurs qui les mobilisent.

Terme	Sens principal	Auteurs / institutions associés
Espèces négligées et sous-utilisées (NUS)	Espèces marginales dans la recherche, les politiques et les marchés, mais importantes pour les systèmes alimentaires locaux.	FAO ; Bioversity International ; FIDA
Cultures orphelines	Cultures peu soutenues par la recherche et peu commercialisées, malgré leur importance économique, nutritionnelle et socioculturelle.	African Orphan Crops Consortium (AOCC)
Cultures mineures	Cultures secondaires par rapport aux grandes cultures de base, mais localement importantes.	FAO ; littérature agronomique
Cultures prometteuses	Cultures présentant un potentiel agronomique, nutritionnel ou commercial encore sous-exploité.	FAO ; FIDA
Aliments oubliés / Forgotten Foods	Aliments traditionnels dont la production, la consommation et les savoirs associés déclinent.	FARA ; GFAR ; CAADP XP4
Future Smart Food (FSF)	NUS nutritives, résilientes au climat,	FAO

	économiquement viables et localement disponibles ou adaptables.	
Cultures traditionnelles ou indigènes	Espèces cultivées ou utilisées de longue date par les communautés locales sur la base de savoirs endogènes.	FAO ; FIDA ; Bioversity International
Cultures d'opportunité	Cultures locales pouvant offrir des opportunités de diversification, de revenus et de résilience.	Littérature sur les NUS

Au-delà de cette définition, ces espèces se reconnaissent à un ensemble de caractéristiques communes. Dans la littérature sur la recherche et le développement agricoles, le terme « sous-utilisée » s'applique désormais à tout un ensemble de cultures. Selon le FIDA et Bioversity International (2021, p. 5), la meilleure façon de décrire ces espèces est de se référer à leurs principales caractéristiques :

1. elles sont ignorées des décideurs politiques et exclues des programmes de recherche et de développement ;
2. elles occupent une place importante dans les systèmes de consommation et de production locaux et font partie intégrante de la culture locale ;
3. elles sont particulièrement adaptées aux niches agroécologiques et aux zones marginales ;
4. elles sont résilientes face aux changements climatiques, ce qui les rend plus robustes que les cultures les plus courantes ;
5. elles sont représentées par différents écotypes ou cultivars ;
6. elles sont cultivées et utilisées sur la base de savoirs locaux et autochtones ;
7. elles sont très peu représentées dans les banques de gènes ex situ ;

8. leurs systèmes d'approvisionnement en semences sont fragiles ou inexistants, généralement de mauvaise qualité, ce qui nuit aux performances des cultures ;
9. pour les communautés locales et autochtones, elles sont le fruit d'essais sophistiqués et d'une accumulation d'expériences.

Une culture de base dans un contexte donné peut être considérée comme mineure ailleurs, en raison de son statut d'utilisation. Plusieurs critères permettent de caractériser les cultures orphelines : l'importance de la denrée dans les préférences alimentaires des ménages, l'échelle de production, le statut du marché, l'agronomie de la culture, la qualité nutritionnelle, l'adaptation à l'agroécologie, etc. Plusieurs auteurs les ont classées selon leur compréhension des cultures dans leurs régions. Mabhaudhi et al. (2017) ont identifié 13 aliments oubliés prioritaires en Afrique du Sud et les ont classés en céréales, légumineuses, racines et tubercules et légumes à feuilles selon leur tolérance à la sécheresse et au stress thermique et leur valeur nutritionnelle. Dansi et al. (2012), dans une enquête menée dans 50 villages du Bénin, ont identifié 41 espèces négligées et sous-utilisées, l'étendue et le degré de consommation étant déterminants. Chivenge et al. (2015) ont identifié et caractérisé les aliments oubliés d'Afrique subsaharienne à potentiel agronomique pour les conditions de pénurie d'eau, en tenant compte des besoins en eau et de la productivité de l'eau. Le Consortium africain pour les cultures orphelines (AOCC, 2018) propose de les caractériser en Afrique selon le cycle de vie (annuel, à courte durée de vie, à longue durée de vie) et selon la partie consommée ou l'usage : légumes-fruits ; petits arbres et arbustes à fruits comestibles, noix, etc. ; légumes-feuilles ; cultures annuelles médicinales ; racines et tubercules comestibles ; cultures annuelles industrielles ; céréales ; légumineuses à grains. (Mabhaudhi et al., 2017 : article 2143 ; Dansi et al., 2012, pp. 1–19 ; Chivenge et al., 2015, pp. 5685–5711)

2. Les rôles des espèces négligées et sous-utilisées dans la résolution des défis

Pourquoi promouvoir les cultures d'opportunité au Cameroun ? Leur promotion peut jouer des rôles divers : sauvegarde et valorisation du patrimoine culturel, sauvegarde de la biodiversité agricole, adaptation au changement climatique et atténuation de ses effets, amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, création d'emplois et autonomisation des femmes. Ce chapitre les examine tour à tour.

2.1 Sauvegarder et transmettre le patrimoine alimentaire

Les cultures d'opportunité sont profondément enracinées dans de nombreuses cultures et communautés. Chaque communauté possède ses variétés préférées et des méthodes traditionnelles de préparation des aliments du terroir. Au-delà de leurs bénéfices nutritionnels et économiques, leur promotion peut réaffirmer une identité et une fierté liées aux systèmes alimentaires locaux, car l'alimentation est une manifestation forte de l'identité culturelle, des liens communautaires et des savoirs ancestraux. Les plats traditionnels et leurs ingrédients sont chargés d'histoires et de significations transmises de génération en génération. Promouvoir les aliments traditionnels, c'est donc aussi préserver un patrimoine : le patrimoine alimentaire national. Accompagner les communautés dans la prise de conscience du potentiel des espèces négligées est un puissant moyen de renforcer leur identité, d'accroître leur visibilité et de les autonomiser (FAO, 2022).

2.2 Améliorer la sécurité nutritionnelle

Au Cameroun, les problèmes nutritionnels critiques sont liés en grande partie à la monotonie alimentaire. Or, chacun devrait avoir accès à une alimentation suffisante, abordable, sans danger et nutritive pour mener une vie saine et active. La sécurité alimentaire combine une quantité suffisante d'aliments nutritifs et des ressources adéquates pour se les procurer. Les cultures orphelines peuvent y contribuer largement, en fournissant des

produits abordables, nutritifs et sains, même dans le contexte actuel de changement climatique (FARA, GFAR et CAADP XP4, 2021). Malgré leurs avantages nutritionnels et fonctionnels, les aliments traditionnels ont été éclipsés par les cultures de base dominantes à l'échelle mondiale (blé, riz, maïs), qui constituent l'épine dorsale des systèmes agricoles modernes et des chaînes d'approvisionnement mondiales (Li et al., 2020). Plusieurs recherches montrent que les aliments oubliés sont très nutritifs et contiennent des nutriments essentiels à la santé (Kour et al., 2013 ; Nyadanu et Lowor, 2015).

La littérature distingue **cinq grandes catégories** d'espèces : les céréales, les légumineuses, les racines et tubercules, les légumes et les fruits. Les variétés de chacune contiennent de grandes quantités de protéines, de vitamines et de macro et micronutriments tels que le calcium, le fer, le potassium et le magnésium (Kour et al., 2018 ; Tadele, 2018).

- **Céréales :** L'éleusine (*Eleusine coracana*), le millet perlé (*Pennisetum glaucum*), le teff (*Eragrostis tef*) et le quinoa (*Chenopodium quinoa*) peuvent fournir des calories, des lipides et des glucides en quantités supérieures à celles du maïs. Ces quatre espèces apportent des protéines en quantité similaire à celle du maïs, et l'éleusine et le millet perlé fournissent davantage de graisses. La plupart contiennent aussi des quantités appréciables de macro et micronutriments (FARA, GFAR et CAADP XP4, 2021, p. 8). Particulièrement bien adaptées aux régions aux conditions climatiques difficiles, où les cultures conventionnelles sont moins viables, elles peuvent être des sources essentielles d'énergie et de micronutriments pour des millions de personnes et contribuer à la diversité alimentaire, à la lutte contre les carences et à de meilleurs résultats de santé publique (Amadou et al., 2013 ; Arya et Bisht, 2022).
- **Légumes-feuilles indigènes :** L'amarante (*Amaranthus* spp.), pseudo-céréale riche en protéines, en fibres et en micronutriments, est une excellente alternative pour les régimes sans gluten (Ahmed et al., 2014 ; Sarker et al., 2024) ; sa culture est pourtant négligée au Cameroun. Elle regorge de composés bioactifs (flavonoïdes, composés phénoliques, caroténoïdes) aux effets antioxydants. Les feuilles de moringa (*Moringa*

oleifera L.), consommées comme légume, sont riches en vitamines A, C et E, en calcium et en potassium, ce qui en fait une source nutritionnelle puissante dans les régions où la malnutrition est élevée **(Islam et al., 2021)**. Tolérant à la sécheresse, le moringa est cultivé dans plusieurs pays tropicaux et subtropicaux d'Afrique subsaharienne, comme la Namibie (Horn et al., 2022).

- **Racines et tubercules :** Le taro ou cocoyam (*Colocasia esculenta*) et la patate douce (*Ipomoea batatas*) fournissent en abondance de l'énergie, des fibres et des glucides, et sont de bonnes sources de macro et micronutriments (calcium, phosphore, sodium, magnésium, zinc, fer).

Les avantages nutritionnels de ces cultures sont d'autant plus importants au regard des problèmes de malnutrition et de pauvreté décrits en première partie. Les faibles revenus sont généralement associés à des régimes moins nutritifs, qui entraînent à leur tour des problèmes de santé publique. Améliorer la disponibilité et maintenir l'abordabilité des aliments fabriqués à partir de cultures négligées offre un moyen de lutter contre la malnutrition, en particulier pour les ménages à faible revenu, en augmentant la teneur en nutriments des régimes et en les diversifiant (Lefebvre et al., 2023). La diversité des ressources génétiques de ces espèces pourrait encore améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire (Nyadanu, 2015).

2.3 Renforcer la résilience des cultures au changement climatique

La première partie a montré que le changement et la variabilité climatiques ont de graves répercussions sur les systèmes agricoles. À court terme, les agriculteurs doivent gérer les sécheresses, les décalages de périodes de culture, des phénomènes extrêmes plus fréquents et la propagation des maladies et des ravageurs. À plus long terme, ils pourraient connaître une incompatibilité entre les conditions climatiques locales et les cultures et variétés auxquelles ils ont accès, et devoir se tourner vers d'autres cultures. Les cultures orphelines, cultivées en complément des cultures de base, peuvent les

aider à répartir les risques climatiques (FIDA et Bioversity International, 2021, p. 6).

L'un des principaux atouts de ces cultures est leur capacité à pousser dans des conditions difficiles, comme dans la zone soudano-sahélienne (régions du Nord et de l'Extrême-Nord), particulièrement vulnérable aux vagues de chaleur, aux inondations et à la sécheresse. Malgré des agroécologies chaudes et sèches, certaines cultures traditionnelles y sont tolérantes à la sécheresse et aux autres aléas climatiques, comme le sorgho et le mil. Grâce à leur plasticité et à leur grande diversité de formes, elles s'intègrent à de nombreux systèmes de culture des zones arides et semi-arides, et répondent à des besoins complémentaires de la zone par leurs adaptations environnementales et la qualité de leurs grains. Il en va de même des légumes traditionnels riches en nutriments, résistants à la sécheresse, à maturation précoce et à cycle court, qui peuvent prospérer sur des sols marginaux pauvres et avec très peu d'eau, comme dans les hauts plateaux de l'Ouest et la zone soudano-sahélienne. La patate douce est adaptée à divers climats, même si elle préfère les sols sablo-limoneux bien drainés et riches en matière organique ; elle a besoin de températures chaudes et tolère la sécheresse, ce qui la rend adaptée aux régions à pluviométrie variable. Le voandzou (*Vigna subterranea* (L.) Verdc.), proche de l'arachide par sa morphologie et son mode de croissance, de très haute qualité nutritionnelle, est très adapté à la sécheresse. Il peut être promu dans les zones sujettes à la sécheresse, comme la zone soudano-sahélienne, et dans celles où les projections annoncent des sécheresses plus fréquentes et intenses et des régimes de pluies imprévisibles, comme les hauts plateaux de l'Ouest.

En somme, les cultures orphelines sont mieux adaptées aux conditions climatiques difficiles et aux sols locaux dégradés, ce qui les rend plus résistantes à la sécheresse et aux ravageurs que les cultures de base. Elles nécessitent moins d'intrants chimiques, réduisent l'impact environnemental de l'agriculture et favorisent l'équilibre agroécologique. Pour qu'elles fassent partie des « agricultures intelligentes face au climat », les politiques de recherche et de développement agricoles doivent reconnaître et appuyer leur rôle. Cela demande notamment des investissements dans la recherche pour développer

de nouvelles variétés aux caractères d'adaptation appropriés, de meilleurs mécanismes d'accès des agriculteurs au matériel génétique et de solides interventions pour développer des marchés et des chaînes de valeur favorables à ces espèces (FIDA et Bioversity International, 2021, p. 7).

2.4 Diversifier les cultures et conserver la biodiversité

L'agriculture camerounaise se caractérise par la culture d'un nombre limité de plantes dans les exploitations familiales et industrielles. Ce modèle rend l'agriculture moins résiliente et plus tributaire des engrais chimiques et des pesticides. Le manque de diversité des cultures, conjugué à l'usage intensif d'engrais et de pesticides, accroît l'incidence des maladies et des insectes nuisibles, l'érosion et l'appauvrissement des sols, la pollution et le déclin de la biodiversité. Des pratiques censées favoriser le développement agricole menacent désormais sa pérennité. La diversification des cultures est une voie scientifiquement étayée pour réduire l'usage des pesticides, restaurer la biodiversité et rendre les exploitations plus résilientes (Vialatte et al., 2025). Promouvoir les cultures orphelines favorise la diversité des systèmes de culture, qui renforce à son tour la résilience des systèmes de production face à la variabilité des effets abiotiques (sécheresses, inondations) et biotiques (nouvelles souches de ravageurs et de maladies) : plus un système est diversifié, moins il est probable que tous ses éléments soient vulnérables aux mêmes facteurs de stress. De plus, comme de nombreuses NUS font partie de systèmes de production locaux à faibles apports d'intrants externes, elles se développent probablement mieux que de nombreuses cultures de base dans des environnements marginaux jusque-là non arables (FAO, 2018, p. 3). Selon la FAO, en utilisant la diversité génétique inhérente à ces espèces, les systèmes agroalimentaires peuvent gagner en productivité tout en réduisant leur dépendance aux intrants externes et leurs répercussions sur l'environnement.

Les légumineuses traditionnelles en sont un exemple. Cultivées en culture principale, associée, intermédiaire ou arborée, elles offrent de nombreux bienfaits : grâce à une symbiose avec une bactérie, elles fixent l'azote atmosphérique dans leurs tissus, ce qui en fait la principale source naturelle

d'azote pour les plantes cultivées. Leur empreinte hydrique est faible et elles améliorent les rendements lorsqu'elles sont associées à d'autres cultures. Elles comprennent le soja, les lentilles, les haricots, les fèves, le trèfle, le lupin, la luzerne, le genêt, les pois chiches, les niébés et les pois d'Angole. Source de protéines à moindre coût, elles sont particulièrement importantes pour les populations à faible pouvoir d'achat (Jacquemot, 2023, p. 67). Les légumes traditionnels, souvent mieux adaptés aux climats et aux sols locaux, sont plus résistants à la sécheresse et aux ravageurs que les cultures vivrières et maraîchères de base et nécessitent moins d'intrants chimiques. Intégrés dans des systèmes de culture mixtes, ils permettent aux petits exploitants de renforcer la biodiversité, d'améliorer la fertilité des sols et de réduire leur dépendance aux engrais et pesticides, ce qui en fait un élément stratégique des initiatives d'agriculture intelligente face au climat au Cameroun (Alliance Biodiversity et CIAT, 2025).

La diversification intégrant les NUS apporte ainsi de nombreux avantages potentiels : dépendance réduite aux engrais et aux pesticides, utilisation plus efficace des ressources, hausse de la production et de la nutrition (Vialatte et al., 2025). Elle suppose d'introduire une variété de cultures capables de résister à différentes conditions climatiques et de fournir une alimentation tout au long de l'année, ce qui réduit la dépendance aux monocultures vivrières et de rente et atténue les risques liés à la variabilité climatique et aux événements extrêmes. La recherche doit donc explorer l'éventail des cultures du futur pouvant compléter et renforcer les systèmes qui dépendent fortement d'un petit nombre de cultures.

La diversification des cultures est indissociable de la conservation de la biodiversité. L'humanité dépend de la salubrité des agroécosystèmes, qui dépend elle-même de la biodiversité aux niveaux de l'écosystème, des espèces et des gènes. La perte de biodiversité, conséquence largement négligée des transformations des systèmes alimentaires, perturbe gravement les écosystèmes et érode l'héritage culturel des communautés locales et autochtones. Le déclin des cultures négligées et celui de l'agrobiodiversité sont interdépendants : la baisse de la sensibilisation, de la production et de la

consommation d'aliments traditionnels alimente ce cycle. Revitaliser les cultures négligées et accroître l'usage des aliments indigènes sous-utilisés peut contribuer à la conservation de la biodiversité, dans les systèmes agricoles comme dans les écosystèmes naturels, en favorisant l'utilisation d'une plus grande variété d'espèces végétales (Li et al., 2020 ; Shorinola et al., 2024 ; Wani et al., 2021), conformément à la cible 10 du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal de la Convention sur la diversité biologique.

2.5 Lutter contre la pauvreté et autonomiser les femmes

La valorisation des cultures d'opportunité peut améliorer les moyens d'existence de populations locales en proie à la pauvreté. Le potentiel économique de certaines espèces, comme les légumes indigènes, les tubercules (bulbilles d'igname, par exemple) et des fruits (citrouille, fruit de la passion), devient de plus en plus évident. Autrefois dévalorisées, ces espèces gagnent en popularité sur les marchés locaux et sous-régionaux grâce à leurs bienfaits pour la santé et à leurs saveurs uniques, ce qui crée de nouvelles opportunités de revenus pour les petits producteurs ruraux et périurbains.

Dans les zones marginales comme la zone soudano-sahélienne, il est moins risqué et plus abordable pour les agriculteurs de se tourner vers des cultures nécessitant peu d'intrants et d'investissements, afin de préserver la consommation familiale et de viser des marchés locaux ou de niche pour des aliments traditionnels ou nouveaux, plutôt que d'entrer en concurrence directe avec les marchés mondiaux pour fournir une seule culture de base exigeante en intrants et en investissements (FIDA, 2021, p. 28). L'investissement dans les cultures d'opportunité peut donc accroître les revenus des petits exploitants, souvent des femmes, qui sont déjà les principales productrices et consommatrices de ces cultures.

La redécouverte des cultures négligées représente aussi un changement vital en faveur d'un commerce local de produits alimentaires dans lequel les communautés contrôlent leurs propres systèmes agroalimentaires, des semences qu'elles plantent aux espèces qu'elles récoltent et consomment (FAO, 2024). Cette orientation commerciale est essentielle à la sécurité alimentaire,

en particulier dans les régions vulnérables aux fluctuations des marchés et aux aléas climatiques, car elle stimule la création de débouchés, accroît la production et apporte une valeur ajoutée qui facilite l'accès à de nouveaux marchés. La modernisation des chaînes de valeur, grâce à l'amélioration du triage et de l'emballage et au développement de produits, est un moyen d'accroître le revenu des femmes. Aider les collectivités rurales, et particulièrement les femmes, à prendre conscience du potentiel des espèces négligées est un puissant moyen de renforcer leur identité, d'accroître leur visibilité et de les autonomiser (FIDA et Bioversity International, 2021, p. 8).

En définitive, la promotion des espèces négligées et sous-utilisées pourrait contribuer à la réalisation de plusieurs ODD (Mabhaudhi et al., 2016) :

- ODD 1 : éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde ;
- ODD 2 : éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable ;
- ODD 3 : permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge ;
- ODD 5 : parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles ;
- ODD 8 : promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous ;
- ODD 10 : réduire les inégalités dans le pays, en augmentant les revenus des plus pauvres ;
- ODD 13 : renforcer la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques ;
- ODD 15 : protéger, restaurer et promouvoir l'utilisation durable des écosystèmes terrestres, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser la dégradation des terres et mettre fin à la perte de biodiversité.

3. Opportunités de promotion des cultures négligées

Les rôles qui précèdent trouvent un écho dans un contexte de plus en plus favorable. Ce chapitre présente d'abord le regain d'intérêt mondial et national pour ces espèces, puis les leviers institutionnels, entrepreneuriaux et communautaires qui peuvent soutenir leur développement, enfin leur potentiel de marché à travers deux exemples.

3.1 Un regain d'intérêt mondial et national

On observe depuis quelques années un regain d'intérêt mondial pour les espèces négligées ou sous-utilisées, considérées comme un atout pour la durabilité et la résilience des systèmes agroalimentaires et pour relever les défis de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, de la vulnérabilité des moyens de subsistance et de la pauvreté dans un contexte de changement climatique. Diverses initiatives et programmes visent à promouvoir leur conservation et leur utilisation durable. En Afrique de l'Est, par exemple, des légumes à feuilles africains (chou vert, morelle noire, feuilles de niébé et de courge) sont devenus des cultures de niche, fournies par des agricultrices aux grandes chaînes de supermarchés. Des végétaux nutritifs comme le quinoa, le mil et le teff sont devenus de plus en plus courants dans les supermarchés des pays occidentaux, ce qui peut être un atout pour les petits exploitants. La disponibilité croissante des aliments « oubliés » sur les marchés, dans les supermarchés et à la carte des restaurants dans le monde, et surtout dans les zones urbaines d'Afrique, est une tendance prometteuse.

Le Cameroun n'est pas en marge de ce mouvement. Le Plan intégré d'import-substitution agropastoral et halieutique (PIISAH) 2024-2026 vise une hausse de la productivité par l'intensification des activités agro-industrielles et la modernisation des exploitations, tirées par la demande des industries agroalimentaires. Les filières retenues se répartissent selon quatre critères (MINEPAT, 2023) : des produits de grande consommation dont l'intensification pourrait rééquilibrer progressivement la balance commerciale (riz, maïs, huile

de palme, pomme de terre) ; des produits peu intensifs en technologie pour lesquels le pays dispose d'un avantage comparatif (huile de palme, mil et sorgho, soja) ; des produits de substitution pour la production de farines locales (manioc, patate douce, banane plantain) ; et des produits dont une restriction soudaine des importations pourrait provoquer une crise alimentaire (blé). Parmi ces filières, le mil, le sorgho et la patate douce relèvent des cultures sous-utilisées. Le sorgho (*Sorghum bicolor*), graminée de la famille des Poacées répandue sous les climats tropicaux et subtropicaux, est de plus en plus développé par l'Institut de recherche agricole pour le développement (IRAD), à travers les champs semenciers de ses centres, stations et antennes. Ses chercheurs ont mis au point des variétés productives (3 à 5 tonnes par hectare selon la variété), résistantes aux maladies et aux stress hydriques (Amougou, 2018).

On assiste aussi au renouveau de certaines cultures orphelines, comme les légumes traditionnels et les fruits, sous l'effet d'une convergence de pressions socio-économiques et environnementales : hausse brutale des prix alimentaires, progression de la malnutrition et inquiétudes croissantes face aux produits chargés en pesticides amènent militants et chercheurs à réévaluer les bénéfices nutritionnels et écologiques des cultures indigènes. La polyvalence de ces espèces (denrées alimentaires, aliments pour animaux, produits médicinaux et cosmétiques) ouvre de nombreuses perspectives pour le développement de leurs chaînes de valeur. Le développement de technologies, en particulier en sélection, qui conduit à des variétés améliorées, constitue un autre atout.

3.2 Des leviers institutionnels, entrepreneuriaux et communautaires

Les institutions publiques peuvent d'abord jouer un rôle d'entraînement. L'ancrage des cultures orphelines dans les institutions locales, par exemple les programmes de marchés publics pour les repas scolaires ou hospitaliers, peut augmenter leur consommation par les populations vulnérables, stimuler le commerce local et faire évoluer les comportements. Leur inclusion dans les

programmes d'alimentation et de formation scolaires peut influer à court terme sur la consommation d'aliments nutritifs et, à long terme, sur le comportement des jeunes consommateurs. D'autres initiatives vont dans le même sens : cultiver ces espèces dans les jardins potagers scolaires, qui assure la transmission des savoirs traditionnels, et diffuser des supports de communication qui déconstruisent l'idée d'un « aliment du pauvre », ce qui peut amener les populations à tirer de la fierté de leur production et de leur consommation. Les universités et les écoles hôtelières peuvent aussi fournir des données factuelles pour donner à ces espèces leurs lettres de noblesse gastronomiques et les faire connaître à l'ensemble de la population.

Les initiatives privées jouent également un rôle croissant : on observe l'émergence de petites et moyennes entreprises centrées sur la transformation et la commercialisation de certaines NUS. C'est le cas de l'entreprise Gakomo (« je t'aime » en bayangam), fondée en 2018 par Laurent et Josi et basée à Yaoundé. Ses buts sont de valoriser les richesses et la gastronomie africaines, de mettre en lumière les beautés de l'art africain et de soutenir un commerce plus juste qui profite aux producteurs. Elle transforme des produits locaux : fruits séchés (bananes, ananas, mangues) en différents conditionnements, biscuits et farine de patate. Cet exemple montre que la promotion des entreprises locales peut contribuer à celle des cultures négligées.

Ces dynamiques reposent, enfin, sur les producteurs eux-mêmes : on rencontre ces espèces dans les petites exploitations agricoles, où les rendements et la biodiversité sont généralement meilleurs que dans l'agriculture à grande échelle. Elles sont ancrées dans les traditions alimentaires des communautés locales et des peuples autochtones. Les promouvoir permet donc de renforcer les identités culturelles tout en offrant aux femmes et aux jeunes des possibilités d'améliorer leurs moyens d'existence. Correctement transformées et commercialisées, certaines peuvent aussi donner naissance à de nouveaux produits de consommation et accroître les revenus de l'exploitant (IFAD, 2025).

3.3 Un potentiel de marché illustré par deux exemples

On observe une forte demande pour certaines cultures d'opportunité, ainsi que l'inflation des prix sur les marchés nationaux, ce qui montre que les cultures sous-utilisées peuvent améliorer les moyens de subsistance des producteurs. Deux espèces illustrent cette tendance.

Le premier exemple est celui du fruit de la passion (*Passiflora edulis*). Cette culture affiche une rentabilité élevée ces dernières années au Cameroun. Selon un producteur du département de la Menoua, le panier de fruits de la passion se vend de 15 000 à 20 000 FCFA sur le marché national. Une publication d'un producteur sur les réseaux sociaux avance qu'un hectare peut rapporter près de 30 millions de FCFA de chiffre d'affaires par an (Tami Jardin, 29 juillet 2025 ; consultée le 15 août 2025). Ces informations, issues de témoignages, sont présentées à titre illustratif.

Figure 6. Récolte de fruits de la passion dans une exploitation du département de la Menoua



Source : Tami Jardin (29 juillet 2025).

Sur le marché périodique « B » de Dschang, les tas de fruits de la passion sont vendus 500 FCFA (grand tas), 200 FCFA (tas moyen) et 100 FCFA (petit tas), et un tas de 17 tamarillos 500 FCFA.

Figure 7. Tas de fruits de la passion et de tamarillos en vente au marché périodique « B » de Dschang



Source : Metsagho Mekontcho Boris.

Le second exemple est celui de la citrouille (*Cucurbita pepo*). La citrouille est une plante polyvalente aux vertus culinaires, nutritionnelles et agronomiques considérables. Originaire du nord-est du Mexique et du sud des États-Unis, elle est domestiquée au Cameroun depuis des siècles. Profondément ancrée dans diverses pratiques culturelles, elle est plantée avec le maïs, le haricot, le macabo et l'igname par les agricultrices. Longtemps négligée, perçue comme un « aliment de la pauvreté » et utilisée pour nourrir les porcs dans des régions comme l'Ouest, elle est devenue ces dernières années une culture de subsistance prisée sur les marchés locaux. Les fruits mûrs et jeunes, les fleurs et les jeunes feuilles sont couramment consommés comme légumes. Les graines sont comestibles (préparation de mets de pistache) et riches en zinc. Le prix d'une citrouille sur le marché urbain est actuellement de 300 à 1 000 FCFA selon son poids.

Figure 8. Citrouilles en vente sur le marché local de Dschang



Source : Metsagho Mekontcho Boris.

La commercialisation de ces deux espèces, au niveau local, national ou international, montre qu'elles peuvent générer des revenus pour les communautés qui disposent des connaissances nécessaires pour les cultiver, les utiliser et les transformer. Elle confirme qu'en exploitant la capacité d'adaptation des espèces négligées et en les intégrant dans les systèmes agroalimentaires, le Cameroun peut mieux lutter contre le changement climatique et assurer la sécurité alimentaire des générations actuelles et futures.

4. Les obstacles au développement des espèces négligées et sous-utilisées

Malgré le regain d'intérêt pour les cultures d'opportunité, un certain nombre de menaces freinent leur adoption et leur développement au Cameroun. Elles sont d'ordre environnemental, économique, socioculturel et politique.

Sur le plan environnemental, l'une des menaces les plus importantes est la perte accélérée de la biodiversité (diversité génétique, des espèces et des écosystèmes), base de systèmes alimentaires durables et résilients. L'érosion des ressources génétiques a plusieurs causes : le changement climatique, qui rend les conditions locales inadaptées à certaines espèces en modifiant les régimes de précipitations et de températures ; l'adoption des variétés modernes et améliorées ; et les pratiques agricoles actuelles, source majeure de perte de biodiversité, d'érosion et de pollution des sols. Les agriculteurs camerounais dépendent fortement des pesticides pour garantir leurs rendements, et leur usage intensif laisse des résidus dans les sols qui nuisent aux écosystèmes et à la santé humaine et animale. L'usage intensif des herbicides diminue la diversité végétale, et l'uniformisation des vastes parcelles de monoculture élimine les espèces sauvages, dont certaines cultures négligées, inadaptées à ce nouveau paysage, et fait perdre de la diversité aux espèces cultivées. Moins variés et privés d'espèces sauvages, les systèmes agricoles sont moins résistants aux changements climatiques, aux maladies et aux ravageurs.

L'érosion culturelle constitue une deuxième menace. Les savoirs traditionnels jouent un rôle essentiel dans les cultures alimentaires, la production, la consommation et la commercialisation, et constituent une source de savoir pour lutter contre les changements climatiques dans l'agriculture (FIDA, 2021, p. 19). Or l'érosion culturelle est très répandue dans de nombreuses communautés ethnoculturelles et fait parfois disparaître complètement les savoirs locaux, ce qui contribue à la marginalisation et à la perte de la diversité génétique. Elle réduit la capacité des communautés rurales à s'adapter aux aléas climatiques, à maintenir des habitudes alimentaires durables et saines et à préserver la diversité génétique pour les générations

futures, et diminue l'attrait des NUS pour les consommateurs et les marchés actuels. Pour développer les cultures orphelines, il est donc impératif de comprendre les raisons de cette érosion et la manière de l'enrayer.

Sur le plan socioculturel, le poids des stéréotypes négatifs freine aussi la consommation de ces aliments. Le Cameroun, à l'image de l'Afrique, abrite une grande variété d'aliments indigènes (légumes, fruits, céréales, légumineuses). Malgré leur valeur nutritionnelle et médicinale, ils souffrent de stéréotypes négatifs, perçus comme des « aliments des pauvres » ou « de disette », et d'un manque d'intérêt commercial. Ils sont peu valorisés et sous-consommés au profit de produits importés ou industriels, souvent pauvres en nutriments et riches en graisses et en sucres. L'alimentation des personnes vivant dans la pauvreté, dominée par les céréales raffinées, est généralement monotone, avec des conséquences sur la nutrition, en particulier celle des enfants.

Sur le plan économique et politique, la prédominance de l'agriculture conventionnelle continue de marginaliser le système alimentaire traditionnel. De nombreuses cultures négligées sont évincées et subissent une pression croissante pour disparaître, sous l'effet de l'expansion des terres cultivées pour les aliments de base et les cultures de rente (café, cacao, palmier à huile, coton, hévéa), de la promotion des variétés améliorées, de la mécanisation, de l'usage d'intrants chimiques et de l'effet pervers de certaines politiques agricoles et commerciales.

À ces obstacles s'ajoute le manque de connaissances. Les populations connaissent mal le potentiel des cultures négligées, et les connaissances sur les qualités des variétés traditionnelles se perdent de génération en génération. Avec la migration des jeunes vers les zones urbaines et l'étranger et l'évolution des préférences alimentaires (passage d'aliments riches en nutriments à des aliments riches en énergie), ces derniers connaissent de moins en moins les aliments traditionnels, ce qui entraîne une érosion des pratiques agricoles et des connaissances qui s'y rapportent. Les espèces négligées sont absentes des programmes de formation agricole et de vulgarisation, dont de nombreux curricula restent centrés sur des cultures exotiques au détriment des savoirs nécessaires à la production des cultures et aliments indigènes.

L'absence de semences de qualité constitue un autre obstacle. De nombreux agriculteurs dépendent de la récolte sauvage ou de la conservation artisanale des semences, ce qui peut entraîner des rendements irréguliers. Les semences et les plants sont introuvables ou difficiles à trouver dans la banque de gènes nationale. Les systèmes d'approvisionnement en semences sont sous-développés et peu d'améliorations ont été apportées aux cultures d'aliments oubliés.

Enfin, ces cultures souffrent d'un sous-investissement manifeste. Les cultures oubliées restent largement négligées et sous-financées au Cameroun en matière de recherche et d'innovation, de formation universitaire, de vulgarisation, de conservation et de commercialisation. L'expertise agricole et le rôle clé des petits exploitants sont à peine reconnus et intégrés dans la recherche, la vulgarisation et l'éducation. Ces espèces n'ont pas encore fait l'objet d'études détaillées, les inventaires et les caractérisations sont absents, et elles ne figurent ni dans les programmes de vulgarisation agricole ni dans les programmes d'enseignement. Ces obstacles appellent une réponse coordonnée, que le chapitre suivant propose de structurer.

5. Stratégies et actions clés pour le développement des espèces négligées et sous-utilisées au Cameroun

Pour exploiter le potentiel de ces espèces, une action collective forte est nécessaire dans les domaines de la politique, du développement, de la recherche et de l'innovation. Les recommandations suivantes, regroupées par thème, sont adaptées de la note d'orientation du FIDA et de Bioversity International (2021), « Exploiter le potentiel des espèces négligées et sous-utilisées », et du *Development of Africa Manifesto and Plan of Action on Forgotten Foods* (FARA, GFAR et CAADP XP4, 2021).

5.1 Politiques et gouvernance

Le premier levier est politique : il s'agit de donner aux NUS une place dans les stratégies nationales et de protéger celles et ceux qui les cultivent. Quatre actions sont proposées.

1. **Inscrire les NUS dans la stratégie nationale** de lutte contre la pauvreté, de sécurité alimentaire, de résilience des cultures au changement climatique et d'agriculture durable, et mener des programmes de recherche sur les différents rôles de ces cultures.
2. **Établir les priorités nationales et régionales.** Mener des études et des inventaires à l'échelle nationale sur les espèces sauvages et cultivées, en recourant aux sources d'information scientifiques et traditionnelles, et mettre en place un plan national d'établissement des priorités permettant aux parties prenantes principales, notamment les organisations d'agriculteurs et le secteur privé, de participer pleinement à la sélection des espèces à privilégier.
3. **Changer de politique sur la base des preuves.** Créer des incitations qui aident les petits exploitants à innover et à développer des entreprises durables : politiques favorables à des régimes alimentaires sains incluant les NUS, à la diversification des cultures et au développement de la chaîne de valeur correspondante, à la conservation ex situ, à l'investissement du

secteur privé dans les aliments oubliés, et à l'inclusion de ces aliments dans les programmes alimentaires publics (écoles, universités, hôpitaux). Ces politiques devraient aussi protéger les droits des agriculteurs et des communautés autochtones sur les aliments oubliés et les savoirs traditionnels associés, ainsi que les droits humains.

4. **Promouvoir les initiatives conduites par les agriculteurs** pour la conservation et l'utilisation des NUS, en reconnaissant l'importance des connaissances traditionnelles et des pratiques autochtones pour la préservation de la diversité génétique et la résilience agricole.

5.2 Recherche et partage des connaissances

Ces orientations politiques doivent s'appuyer sur des connaissances solides et largement partagées. Trois actions y contribuent.

1. **Promouvoir la recherche** sur les NUS et sur leurs contributions agronomiques, environnementales, nutritionnelles et socio-économiques à la résilience des systèmes de production, notamment en les incluant dans les programmes de recherche universitaire, tels que les programmes d'amélioration des cultures.
2. **Mettre sur pied des plateformes de collaboration et d'échange d'informations** entre chercheurs, agents de vulgarisation, agriculteurs et organisations d'agriculteurs. Il s'agit (i) d'impliquer plusieurs parties prenantes et de promouvoir une culture favorable à la recherche-action, afin que la recherche soit orientée vers la résolution de problèmes, axée sur la demande et sensible au genre ; (ii) d'exploiter les technologies de l'information et de la communication pour impliquer les agriculteurs dans la recherche, améliorer l'échange d'informations sur le marché et partager les meilleures pratiques ; (iii) de tirer parti des plateformes de partage de connaissances aux niveaux national, régional et mondial pour faciliter l'accès aux outils, méthodes, informations et bases de données, et relier le savoir scientifique au savoir traditionnel.
3. **Mobiliser des investissements durables**, plus nombreux et mieux ciblés, dans les capacités de recherche et d'innovation, les technologies et les

infrastructures pour les aliments oubliés. Le Cameroun, richement doté en cultures vivrières oubliées, devrait accorder une priorité élevée à l'investissement dans la recherche et l'innovation ciblées.

5.3 Conservation et systèmes semenciers

La conservation des ressources génétiques et la disponibilité de semences de qualité conditionnent à leur tour le développement de ces cultures. Trois actions sont proposées.

1. **Développer des programmes de conservation** *in situ*, *ex situ* et à la ferme des NUS et de leurs variétés sauvages apparentées, sur la base de stratégies de conservation à long terme, et renforcer les systèmes semenciers. Il faut développer des systèmes semenciers communautaires, régionaux ou nationaux incluant les variétés locales appréciées des agriculteurs, soutenir la multiplication des semences des cultures prioritaires et garantir la disponibilité de semences au bon moment, au bon endroit et à des prix abordables.
2. **Créer des banques de gènes** pour conserver des collections de NUS et mettre leur diversité à la disposition des agriculteurs et des chercheurs. Les banques de gènes sont les entrepôts de ressources phytogénétiques qui fournissent le matériel brut pour l'amélioration des plantes cultivées ; les banques de semences communautaires aideront à préserver les variétés des espèces sous-utilisées.
3. **Créer des fermes et des jardins communautaires** qui associent les cultures de base et les cultures orphelines identifiées dans chaque localité, afin d'augmenter la diversité alimentaire et d'améliorer l'apport en micronutriments.

5.4 Éducation, chaînes de valeur et marchés

Il reste à doter les acteurs des compétences nécessaires, puis à structurer l'offre et la demande. Deux actions portent d'abord sur l'éducation et le renforcement des capacités.

1. **Renforcer les capacités des individus et des institutions** en matière de recherche, d'éducation et de développement concernant les NUS : inclusion des cultures orphelines dans les programmes de l'enseignement primaire, culture dans les jardins scolaires et usage dans les repas scolaires ; intégration dans les programmes de formation agricole de l'enseignement supérieur et formation sur le terrain pour les professionnels en activité ; renforcement des capacités institutionnelles de recherche et de développement dans un programme plus vaste de développement agricole.
2. **Élaborer de nouveaux programmes éducatifs** à tous les niveaux, de l'école primaire à l'université, afin de doter chacun des connaissances et des compétences nécessaires pour promouvoir, cultiver, protéger, conserver, valoriser et soutenir les NUS.

Trois autres actions visent à structurer les chaînes de valeur et les marchés.

1. **Développer les chaînes de valeur et les petites exploitations** qui favorisent les NUS : (i) faciliter des processus associant de multiples parties prenantes, publiques et privées, pour identifier les contraintes des chaînes de valeur et convenir de stratégies de mise à niveau ; (ii) développer des solutions techniques, des normes, un soutien institutionnel et des capacités de transformation, d'emballage et de commercialisation, et améliorer l'accès au financement ; (iii) fournir des mesures incitatives et un environnement propice aux organismes qui offrent des services d'appui aux acteurs de ces chaînes de valeur.
2. **Créer un meilleur accès aux marchés :** grâce à des chaînes d'approvisionnement courtes, des structures de vente au détail alternatives et le développement de nouveaux produits, soutenus par des solutions numériques novatrices. Cela stimulera la demande d'aliments oubliés dans le cadre d'une transition vers une économie verte et circulaire, au bénéfice notamment des jeunes, des femmes et des populations locales.

3. **Renforcer la demande et la disponibilité des NUS :** Ces espèces n'auront un impact réel sur la sécurité alimentaire que si des systèmes efficaces de consommation, de production et de marché répondent à la demande. Les politiques, en collaboration avec l'ensemble des acteurs des chaînes de valeur agricoles, devraient donc accroître leur culture et leur production, ce qui améliorera la disponibilité, la production et la consommation d'aliments nutritifs pour les consommateurs ruraux et urbains et ouvrira des perspectives d'emploi et de revenus aux jeunes, aux femmes et aux communautés autochtones.

5.5 Sensibilisation

Enfin, ces actions n'auront d'effet durable que si les perceptions évoluent. Il faut promouvoir la culture et la consommation des NUS par des campagnes de sensibilisation sur leurs opportunités commerciales, leurs avantages agronomiques et leurs bienfaits nutritionnels : (i) mener des campagnes en milieu urbain et rural pour promouvoir une alimentation diversifiée à base de cultures locales, en partenariat avec la restauration, les supermarchés, l'hôtellerie et les médias ; (ii) sensibiliser les agriculteurs et les communautés aux bienfaits nutritionnels d'une alimentation diversifiée incluant des cultures négligées ; (iii) associer les programmes et politiques agricoles et nutritionnels autour d'une approche fondée sur l'alimentation. Ces échanges permettront de transformer les perceptions négatives des aliments oubliés en perceptions positives.

Conclusion générale

La cible « Faim zéro » des Objectifs de développement durable est un défi considérable pour le Cameroun d'ici 2030. La demande alimentaire nationale, comme partout dans le monde, devrait augmenter de plus de 50 % d'ici 2050, alors que le pays traverse une crise alimentaire et nutritionnelle grave : en 2024, 3,1 millions de personnes, soit 11 % de la population, ont été confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë. Cette crise résulte de l'enchevêtrement de plusieurs facteurs : chocs climatiques (sécheresses, inondations), instabilité des marchés internationaux et régionaux, chocs politiques (conflits et insécurité physique des populations), variations des prix des denrées alimentaires et chocs sanitaires.

La dépendance à l'égard d'un nombre limité de cultures vivrières a de vastes implications : ces cultures ne peuvent à elles seules fournir tout l'éventail des nutriments nécessaires à une bonne santé. Il faut une alimentation beaucoup plus diversifiée, à laquelle de larges franges de la population parmi les plus précaires n'ont pas accès. Le Cameroun, comme de nombreux pays africains, reste dépendant de l'importation des principaux produits alimentaires de base et transformés (blé, huile comestible, maïs, riz), malgré le lancement du Plan intégré d'import-substitution. La hausse des températures, l'imprévisibilité des précipitations, la modification des saisons de croissance et la fréquence accrue des sécheresses et des phénomènes extrêmes exerceront une pression accrue sur l'agriculture.

Pour relever ces défis, il faut adopter un système alimentaire durable, qui assure la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous sans compromettre les bases économiques, sociales et environnementales nécessaires à celles des générations futures. La promotion des cultures d'opportunité apparaît comme une chance exceptionnelle d'accélérer la transition vers des systèmes agroalimentaires plus durables. Ces espèces traditionnelles, résilientes et nutritives peuvent contribuer à un système alimentaire plus équitable et en harmonie avec la nature. Elles représentent aussi un acte de reconnaissance de la sagesse ancestrale des communautés qui les protègent et les cultivent depuis

des générations. Investir dans ces espèces, c'est planter la résilience, l'équité et la durabilité au cœur des territoires (Arce Gómez, 2025).

Le défi consiste désormais à reconnaître pleinement leur valeur et à les intégrer de manière stratégique dans les politiques publiques, la recherche et les marchés, pour mieux répondre aux enjeux nutritionnels et de résilience climatique. Grâce à une sensibilisation accrue, à des politiques de soutien et au développement des marchés, ces cultures sont appelées à devenir une pierre angulaire des systèmes alimentaires durables. En les adoptant, le Cameroun renforcera la sécurité alimentaire et la nutrition, préservera son riche patrimoine agricole et promouvra la durabilité environnementale. Ce rapport appelle donc à une action immédiate et transformatrice pour faire des cultures négligées des cultures respectées, valorisées et soutenues, au service de régimes alimentaires et de moyens de subsistance durables et de systèmes alimentaires résilients. Cette action collective est urgente pour atténuer le risque de pénurie et d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, aggravé par les aléas climatiques, les catastrophes naturelles, les conflits armés et intercommunautaires et les chocs économiques.

Références bibliographiques

Ahmed, A., et al. (2014). Phytochemicals and biofunctional properties of buckwheat: a review. J. Agric. Sci. 152 (3), 349–369. https://doi.org/10.1017/S0021859613000166.

Ali T.I. an al., (2012). Diversification of rice-based cropping systems to improve soil fertility, sustainable productivity and economics. *Journal of Animal and plant science.* vol. 22, n° 1: 108-112.

Amadou, I., Gounga, M.E., Le, G.W., 2013. Millets: nutritional composition, some health benefits and processing-A review. Emir. J. Food Agric. 501–508. Horn, L., Shakela, N., Mutorwa, M.K., Naomab, E., Kwaambwa, H.M., 2022. Moringa oleifera as a sustainable climate-smart solution to nutrition, disease prevention, and water treatment challenges: a review. J. Agric. Food Res. 10, 100397.

Ambagna, J-J. (décembre 2018). *L'utilisation des enquêtes de conditions de vie des ménages pour l'analyse de la consommation alimentaire et de la sous-consommation : illustrations sur les données camerounaises*. Thèse de doctorat Sciences économiques. Université de Montpellier SUPAGRO.

Amougou, P. (2018). Le sorgho, une culture annuelle développée et valorisée par l'IRAD pour contribuer à la sécurité et l'autosuffisance alimentaires au Cameroun. *Media Terre Afrique centrale*. https://www.mediaterre.org/afrique-centrale/actu,20181023082940.html.

AOCC. (2018). African orphan crops consortium: healthy Africa through nutritious, diverse and local food crops. http://african-orphan-crops.org/.

APFP, FO4A, ARISE (2022). Women Ensuring Food Security and Nutrition: Forgotten Foods Cooking Contest. https://asiapacificfarmersforum.net/forgotten-foods-cooking-contest-for-women-farmers/.

Arya, C., Bisht, A., 2022. Nutritional profile of small millets. In: Small Millet Grains: The Superfoods in Human Diet. Springer Nature Singapore, pp. 15–47.

Awoutcha Tchieuzing, R. F., & Fotsing Waffo, F. U. (2023). Effets des conflits armés sur la production agricole dans les pays en développement : une vérification empirique sur les données du Cameroun. Douala. https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-86467-6.

Banque mondiale (2017). *Changement climatique et Gestion des risques de catastrophe au Cameroun. Washington, D.C.: World Bank Group.*

Banque mondiale (2020). *The Anglophone Crisis in Cameroon: Assessing the Economic and Social Impacts and Implications for the World Bank Group*. Washington, DC: Banque mondiale.

Banque Mondiale (2025). Rapport sur la Situation Économique du Cameroun 2025 Quatrième Édition : L'or vert du Cameroun - Valoriser les Forêts et le Capital Naturel. Washington, D.C.: World Bank Group. http://documents.worldbank.org/curated/en/099071425092511980.

Banque Mondiale and al. (2020). *Plan climato-résilient du Cameroun*. International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank, Washington DC 20433.

Banque Mondiale. (2022). Cameroun. Rapport national sur le climat et le développement. The World Bank Group, Washington.

Beillouin, D. et al. (2021). Positive but variable effects of crop diversification on biodiversity and ecosystem services. *Global Change Biology*.

CH. (2024). Cameroun : Résultats de l'analyse de la situation actuelle et projetée de l'insécurité alimentaire aigue. March 2024.

CH. (2024). Cameroun : Résultats de l'analyse de la situation actuelle et projetée de l'insécurité alimentaire aigue. October 2024. https://fscluster.org/gtsa-groupe-techniquede-travail-sur-la/document/fiche-de-communicationcadre-harmonise-0

Crop Trust (2025). Crop Diversity Drives Global Security. 8 July 2025. https://www.croptrust.org/news-events/news/crop-diversity-drives-global-security/.

Direction des Enquêtes et des Statistiques Agricoles (DESA). (2020). *Evaluation de la campagne agricole 2019/2020 et des disponibilités alimentaires dans les régions de l'Adamaoua, de l'Est, de l'Extrême-Nord, du Nord et de l'Ouest*. Yaoundé. Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER). 57 p.

Eyzaguirre, P. ; Padulosi, S. et Hodgkin T. (1999). IPGRI's strategy for neglected and underutilized species and the human dimension of agrobiodiversity. dans Padulosi S. (dir.). Priority setting for underutilized and neglected plant species of the Mediterranean region. Rapport de la Conférence de l'Institut international des ressources phytogénétiques (9-11 février 1998). Centre international de recherche agricole dans les zones arides, Alep (Syrie), Rome (Italie).

Famine Early Warning Systems Network (FEWS NET). (2024). Perspectives sur la sécurité alimentaire. Octobre 2023 - Mai 2024.

FAO (2024). Savourer le patrimoine grâce aux aliments oubliés. Redécouvrir les aliments autochtones d'Afrique aux fins d'une renaissance agricole durable. 18 juillet 2024. https://www.fao.org/newsroom/story/savouring-heritage-through-forgotten-foods/fr.

FAO (2025). *DIEM Données en situations d'urgence Bulletin de suivi, cycle 7 Cameroun*
Résultats et recommandations. Février 2025. 17 p.

FAO (2028). Espèces végétales négligées et sous-utilisées. Comité de l'Agriculture. Vingt-sixième session. Rome, 1er-5 octobre 2018.

FAO, Union européenne et Cirad. (2022). *Profil des systèmes alimentaires - Cameroun. Activer la transformation durable et inclusive de nos des systèmes alimentaires.* Rome, Bruxelles et Montpellier, France. https://doi.org/10.4060/cb9864fr.

FAO. (2005). AQUASTAT Profil de Pays - Cameroun. Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Rome, Italie.

FAO. (2022). Évaluation du projet « Est/Adamaoua/Nord : réduction des tensions/conflits liés à l'utilisation des ressources naturelles pour les activités agro-pastorales ». Série évaluation de projet, 09/2022. Rome.

FAO. (2024). Crop Prospects and Food Situation n°3. November 2024. https://www.fao.org/markets-and-trade/do-not-touch/all-widgets/crop-prospects-and foodsituation-no.-3-november-2024/en.

FAO. 2021. FAOSTAT : Séries temporelles annuelles. https://www.fao.org/faostat/fr/?#data/OA (Page web consultée le 4 décembre 2021)

FAO. 2024. Compendium of forgotten foods in Africa: A companion publication for Integrating Africa's forgotten foods for better nutrition (en anglais). Accra. https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cc5044en.

FAO. 2025. SMIAR – Rapport de synthèse du Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture : Cameroun. FAO. Rome

FAO-GIEWS. (2024). Cameroon: Country Brief. December 2024. https://www.fao.org/giews/countrybrief/country.jsp?code=CMR.

FARA, GFAR, CAADPXP4 Programme (2021). *Development of Africa Manifesto and Plan of Action on Forgotten Foods*. 83 p.

FEWS NET. (2024). Cameroon: Key message update. Conflict-affected households in Crisis amid flooding in parts of the Far North. September

2024. https://fews.net/west-africa/cameroon/key-message-update/september-2024.

FIDA. (Mars 2012). Promouvoir les espèces négligées et sous-utilisées dans l'intérêt des marchés nationaux -Note pratiques n° 3. Fonds international de développement agricole et Bioversity International, Rome (Italie).

Freedman, R. L. 2015. Indigenous wild food plants in home gardens: Improving health and income-with the assistance of agricultural extension (en anglais). International Journal of Agricultural Extension, 3(1), 63-71.

Global Network Against Food Crises & Food Insecurity Information Network (2025*),* Global Report on Food Crises. 26 mai 2025. https://www.fsinplatform.org/report/global-report-food-crises-2025/. FSIN and GNAFC. (May 2025). *Global Report on Food Crises* (GRFC) 2025. Rome. https://doi.org/10.71958/wfp130664.

Guimbirke Garba. (2012). La nodulation de l'arachide indicateur de l'acidité des sols au nord Cameroun. Yaoundé : IRAD, 24 p. Mémoire Post Ingénieurat : Institut de recherche agricole pour le développement

Haut-Commissariat des Nations Unies de Droits de l'Homme (HCDH). (2025). Pauvreté, droit à l'alimentation et droit à la protection sociale. 21 mars 2025. https://www.ohchr.org/fr/topic/poverty-right-food-and-social-protection.

INS (2023). Brief on trends of household final consumer prices in Cameroon in August 2023. September 25th, 2023. https://ins-cameroun.cm/en/document/brief-on-trends-of-household-final-consumer-prices-in-cameroon-in-august-2023/.

INS (2023). Brief on trends of household final consumer prices in Cameroon in August 2023. September 25th, 2023. https://ins-cameroun.cm/en/document/brief-on-trends-of-household-final-consumer-prices-in-cameroon-in-august-2023/.

INS (2023). Inflation trends in 2022. February 27th, 2023. https://ins-cameroun.cm/en/statistique/english-inflation-trends-in-2022/.

Institut National de la Statistique (INS) (2024). Commerce extérieur du Cameroun en 2023. Yaoundé. 25 p.

Institut National de la Statistique (INS). 2015. *Quatrième Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM 4). Tendances, profil et déterminants de la pauvreté au Cameroun entre 2001-2014*. Décembre 2015.

IPC (2024). Cameroun. Situation nutritionelle nationale de 32 départements, de 4 régions et des sites de réfugiés (Centrafricains & Nigerian) en 2023-2024,

https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_Cameroun_Acute_Malnutrition_Nov2023_Oct2024_Report_French.pdf.

IPC. (2024). IPC Analysis of Acute Malnutrition, November 2023-October 2024. March 2024. https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC_Cameroun_Acute_Malnutrition_ Nov2023_Oct2024_Report_French.pdf.

Islam, Md.R., Biswas, Md.M.H., Esham, Md.K.H., Roy, P., Khan, Md.R., Hasan, S.M.K., 2023. Jackfruit (Artocarpus heterophyllus) by-products a novel source of pectin: studies on physicochemical characterization and its application in soup formulation as a thickener. Food Chem. Adv. 2, 100273. https://doi.org/10.1016/j.focha.2023.100273.

Lefebvre L. et al. (2023). Revaloriser les cultures négligées : une solution alimentaire et climatique pour l'Afrique. IFPRI. 8 juin 2023. https://ssa.foodsecurityportal.org/fr/node/2441.

Li, X. ; Siddique, K.H.M. (2018. Agricultural diversification for Zero Hunger initiative: Future Smart Food. Bangkok, Thailand, FAO, https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/i8907en.

Li, X. et Siddique, K.H.M. 2018. Future Smart Food - Rediscovering hidden treasures of neglected and underutilized species for Zero Hunger in Asia, Bangkok, 242 pages.

Mabhaudhi, T. et al. (2017). Status of underutilised crops in South Africa: opportunities for developing research capacity. Sustainability 9:1569. doi : 10.3390/su9091569.

Mabhaudhi, T., O'Reilly, P., Walker, S., & Mwale, S. (2016). Opportunities for Underutilised Crops in Southern Africa's Post–2015 Development Agenda. *Sustainability*, *8*(4), 302. https://doi.org/10.3390/su8040302.

Mal B., Padulosi S., and Bala Ravi et S. (2010). Minor millets in South Asia: learnings from IFAD-NUS project in India and Nepal.

McDaniel M. D.; Tiemann, L. K. and Grandy, L. K. (2014). Does agricultural crop diversity enhance soil microbial biomass and organic matter dynamics? A meta-analysis. *Ecological Applications*, vol. 24, n° 3 : 560-570.

MINADER & IRAM (avril 2017). Evaluation des risques agricoles au Cameroun, Rome (Italy).

MINADER. (2006). *Stratégie de développement du secteur rural (SDSR). Synthèse du volet agriculture et développement rural*, Yaoundé –Cameroun. Juin 2006.

MINADER. 2020. *Stratégie de développement du secteur rural / Plan national d'investissement agricole SDSR/PNIA (2020 – 2030)*. Version finale.

MINADER/PLGFV (2015), Cartographie des nuisibles et ravageurs au Cameroun. Rapport final.

MINEPAT (2014), Impact de la crise sécuritaire aux frontières sur l'économie camerounaise. Décembre 2014.

MINEPAT, SDN30. (2023). L'import substitution au cœur de la transformation structurelle de l'économie camerounaise. MINEPAT Report. *Magazine bilingue d'informations*. N°004: février 2023.

MINEPAT/SDSR (2016), Stratégie de développement du secteur rural 2015-2020. Le secteur rural, un important moteur de l'économie nationale, janvier.

MINEPAT/SDSR. 2016. Stratégie de développement du secteur rural 2015-2020. Le secteur rural, un important moteur de l'économie nationale. Janvier 2016.

MINEPDED (2024). *Premier rapport biennal actualisé du Cameroun dans le cadre de la Convention Cadre des Nations unies sur les changements climatiques*. Yaoundé. 210 p.

MINEPDED, (2013). Évaluation de la vulnérabilité et des stratégies de réponse aux changements climatiques dans le cadre de la seconde communication nationale du Cameroun.

MINEPDED, 2017b. *Programme de définitions des cibles nationales de la Neutralité en matière de dégradation des Terres (PDC/NDT). UNCCD/UICN/FEM*, Cameroun, 65p.

MINEPDED. (2015). *Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques du Cameroun, Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable, rapport final*, juin 2015.

MINEPDED-PNUD (2013). Consolidation des informations disponibles sur les risques et les vulnérabilités dans les régions du Nord et de l'Extrême Nord du Cameroun.117p.

MINFI. (2011). *Evaluation du secteur de la microfinance au Cameroun, Direction générale du trésor et de la coopération financière et monétaire*, Ministère des finances.

Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (2020). *Evaluation de la campagne agricole 2019/2020 et des disponibilités alimentaires dans les régions de l'Adamaoua, de l'Est, de l'Extrême-Nord, du Nord et de l'Ouest*, Yaoundé-Cameroun. Décembre 2020.

Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT). (2023). *Plan intégré d'import-substitution agropastoral et halieutique* (PIISAH) 2024-2026. Yaoundé. République du Cameroun. 84 p.

Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDED). 2024. *Premier rapport biennal actualisé du Cameroun dans le cadre de la convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.* Yaoundé, 209 p.

Nations Unies/ (2024). Les régimes alimentaires malsains ont un cout sanitaire caché. *ONU Info*. 8 novembre 2024.

Niee Foning M., Ambagna J.-J., Fondo Sikod. (2011), L'incidence de la sécurité foncière sur la productivité des ménages agricoles camerounais.

OCHA (Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies). 2021. *Cameroon*

OCHA. (2024). West and Central Africa Flooding Situation Overview, 20 November 2024.. https://www.unocha.org/publications/report/chad/west-and-central-africa-flooding-situationoverview-20-november-2024.

Omer Mbadi (2020). Cameroun : un plan à 280 millions d'euros pour relancer la production agricole. *Jeune Afrique*. 6 avril 2020.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (2023). Lutte contre la dégradation des terres : Un projet pour les régions du Nord et de l'Extrême-Nord voit le jour. https://www.fao.org/cameroun/actualites/detail/Lutte-contre-la-d%C3%A9gradation-des-terres-Un-projet-pour-les-r%C3%A9gions-du-Nord-et-de-l-Extr%C3%AAme-Nord-voit-le-jour-/fr.

Padulosi S., Heywood V., Hunter D. et Jarvis A. (2011). Underutilized Species and Climate Change: Current Status and Outlook. In Shyam Singh Yadavand al., (dir.). « Crop Adaptation to Climate Change », 1re édition, John Wiley & Sons, Ltd., Blackwell Publishing Ltd.: 507-521.

Padulosi S., Mal B., King O. I. and Gotor E., (2015). Minor millets as a central element for sustainably enhanced incomes, empowerment, and nutrition in rural India. *Sustainability*, vol. 7, no 7: 8904-8933.

Padulosi S., Phrang Roy and Francisco J. Rosado-May (2019). Supporting Nutrition Sensitive Agriculture through Neglected and Underutilized Species - Cadre opérationnel. Bioversity International and IFAD, Rome, Italy. 42 pp.

Padulosi, S. and al., (2014). A Holistic Approach to Enhance the Use of Neglected= and Underutilized Species: The case of Andean Grains in Bolivia and Peru. Sustainability, vol. 6: 1283-1312.

Pereira, L., Kushitor, S.B., Cramer, C. et al. 2022. Leveraging the potential of wild food for healthy, sustainable, and equitable local food systems: learning

from a transformation lab in the Western Cape region (en anglais). Sustainability Science. https://link.springer.com/article/10.1007/s11625-022-01182-3/.

PRETAG Initiative (2024). Cartographie du système acteurs de la filière pesticide au Cameroun. 4 Septembre.18 p.

Pudasaini, N. 2021. Six farmer's varieties of neglected and underutilized crop species officially registered in Nepal. https://himalayancrops.org/2021/06/01/six-farmers-varieties-of-neglected-and-underutilized-crop-species-officiallyregistered-in-nepal/.

Republique du Cameroun (2014). *Plan national d'investissement agricole du Cameroun (PNIA)*. Volume 1, Yaoundé-Cameroun. Avril 2014.

République du Cameroun, et MINEPAT. (2016). « Schéma National d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire du Cameroun (SNADDT) - Rapport de Diagnostic ». MINEPAT.

Sarker, U., et al. (2024). Nutritional and bioactive properties and antioxidant potential of Amaranthus tricolor, A. lividus, A viridis, and A. spinosus leafy vegetables. Heliyon 10 (9), e30453. https://doi.org/10.1016/j.heliyon.2024.

Siakeu, J. ; Tchawa, P. ; Djeuda Tchapnga H. B. (1998). Pratiques agricoles et dégradation des sols sur le versant méridional des hautes terres de l'Ouest-Cameroun : le cas de l'arrondissement de Bana, *Bulletin du Réseau Erosion,* n° 18 : 286-299.

Singh, N. et al. (2024). ProTformer: transformer-based model for superior prediction of protein content in lablab bean (Lablab purpureus L.) using Near-Infrared reflectance spectroscopy. Food Res. Int. 197, 115161. https://doi.org/10.1016/j.

Tibi, A. et al. (2022). *Protéger les cultures en augmentant la diversité végétale des espaces agricoles.* Synthèse du rapport d'ESCo. INRAE (France), 86 p.

UA, NEPAD Transforming Africa, Emergent Cameroon, CEEAC (2020). *Stratégie de développement du secteur rural /Plan national d'investissement agricole SDSR/PNIA (2020 – 2030)*. Yaoundé, Republique du Cameroun. 143 p.

UICN (2012). C*atégories et Critères de l'UICN pour la Liste Rouge* : Version 3.1. Deuxième édition. Gland, Suisse et Cambridge, Royaume Uni.

UN. (2024). Cameroon : Humanitarian Dashboard (as of 30 September 2024). October 2024. https://reliefweb.int/report/cameroon/cameroon-humanitarian-dashboard-30-september-2024.

UNICEF (2024). UNICEF Cameroon Humanitarian Flash Update N°. 3 (Floods Far North) 25 September 2024. https://reliefweb.int/report/cameroon/unicef cameroonhumanitarianflas.

United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division. World Population Prospects: The 2024 Revision. (Medium variant).

Vialatte A. et al. (2025). Protecting crops with plant diversity: Agroecological promises, socioeconomic lock-in, and political levers. *One Earth*, 8, https://doi.org/10.1016/j.oneear.2025.101309.

WWF, AFD et MINEPDED (2021). Étude de l'empreinte sectorielle sur la biodiversité. Rapport final. Yaoundé. 201 p.

Xuan Li and Kadambot H.M. Siddique (2018). Future Smart Food: Rediscovering Hidden Treasures of Neglected and Underutilized Species for Zero Hunger in Asia. Food and Agriculture Organization of the United Nations Bangkok, https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/i8907en.

Younis, M., Sattar, D.S., Suleman, R., (2023). Quinoa (Chenopodium quinoa): potential of the "Golden grain" for food and nutritional security in South Asia. In: Ismail, T., Akhtar, S., Lazarte, C.E. (Eds.), *Neglected Plant Foods of South Asia*. Springer International Publishing, pp. 351–367. https://doi.org/10.1007/978-3-031-37077-9_14.

CA4SFC

Cameroonian Association for Safeguarding Forgotten Crops

Adresse : Dschang (Cameroun) – Marché B, premier niveau, étage MCD

Courriel : contact@ca4sfc.org

Téléphone : +237 6 76 71 35 73 / 6 78 18 02 56

Site web: https://ca4sfc.org/

Facebook: https://www.facebook.com/share/19UN4jQRwn/

LinkedIn: https://www.linkedin.com/showcase/cameroon-association-for-sauvegarding-forgetten-crops

CRIC | I L K Institute for Local Knowledge

© Cameroonian Association for Safeguarding Forgotten Crops (CA4SFC) – Novembre 2026